

inprecor

correspondance de presse internationale

inprecor

Un capitalisme en crise, prédateur et autoritaire

n° 730

mars 2025

5,50 € / 8 CHF

● Groupe communiste révolutionnaire (Liban) :

Pour un État laïc, démocratique et révolutionnaire, dans la Palestine historique ●

● RDC : un conflit aux multiples implications ●

Aux abonnés !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PEGI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PEGI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France
Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

mars 2025 n° 730

Palestine

Groupe communiste révolutionnaire (Liban)

Pour un État laïc, démocratique et révolutionnaire, dans la Palestine historique 3

France

Antone Larrache

La situation en France, le NFP et les tâches des révolutionnaires 5

État espagnol

Alex Francés et Blanca Martínez

Logement : un vieux problème, de nouvelles solutions 11

Jaime Pastor

Congrès du PSOE : Ce n'est pas en resserrant les rangs autour du leader qu'on fait barrage à la droite 16

République démocratique du Congo

Paul Martial

RDC : un conflit aux multiples implications 19

Serbie

Vladimir Unkovski-Korica

Manifestations étudiantes en Serbie : « Le mouvement ne peut pas se permettre de s'arrêter maintenant » 22

Ivaylo DINEV

Chronologie de la lutte 25

Économie

Romarc Godin

Un capitalisme en crise, prédateur et autoritaire 26

Palestine 36

Salah Hamouri

Après le cessez-le-feu, la résistance continue 36

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens
numéros



Les réseaux
sociaux



**Pour que inprecor puisse continuer,
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

Abonnement

(11 numéros par an)

- | | | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------|-------------|--------------------------|
| ● France - DOM-TOM - Europe - Afrique | 30 € (6 mois) | ☐ | 55 € (1 an) | ☐ |
| ● Autres destinations | 39 € (6 mois) | ☐ | 71 € (1 an) | ☐ |
| ● Pli fermé | 50 € (6 mois) | ☐ | 90 € (1 an) | ☐ |
| ● Moins de 25 ans et chômeurs | 20 € (6 mois) | ☐ | | |
| ● Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) | | | 92 € (1 an) | ☐ |
| ● Abonnement de soutien | (à partir de 60 €, pour 1 an) | | | ☐ |
| ● Découvrir <i>Inprecor</i> (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois) | | | | ☐ |
| ● Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €) | | | | ☐ |
| ● Abonnement PDF (pas d'envoi papier) | | | 25 € (1 an) | ☐ |
| ● Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit | | | 40 € (1 an) | ☐ |

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PEGI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEGI", à adresser à Inprecor-PEGI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

Pour un État laïc, démocratique et révolutionnaire, dans la Palestine historique

Les observateurs et les analystes politiques s'accordent à dire que la récente guerre israélienne contre la bande de Gaza est la plus féroce, la plus criminelle et la plus meurtrière des guerres que le monde a connues au 21^e siècle. Le samedi 15 février, le ministère de la Santé de Gaza a annoncé que le bilan de cette guerre dans la bande dévastée s'élève à 48 264 martyrs, et 111 688 blessé-es, dont plus de 40 % sont des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Par
le Groupe communiste
révolutionnaire/GCR-Liban

On pense que sous les décombres des bâtiments détruits – la grande majorité des bâtiments de Gaza – beaucoup plus de 14 000 victimes n'ont pas encore été retrouvées. Le bilan réel de la guerre peut dépasser de loin les chiffres ci-dessus, si l'on tient compte du nombre réel de corps qui restent sous les décombres, du grand nombre de blessé-es qui n'ont pas été secouru-es, en raison de la destruction d'hôpitaux et de cliniques par les Israéliens, et du siège suffocant qui fut imposé à la bande de Gaza, en ce qui concerne tout, en particulier les médicaments et les appareils médicaux, ainsi que la nourriture, l'eau, les moyens de se chauffer, et d'autres moyens de survie, ce qui a incité la Cour internationale de justice à accepter la requête intentée par le gouvernement sud-africain contre l'État sioniste, accusé de génocide, et le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) à poursuivre à la fois le Premier ministre israélien, Netanyahu, et son ancien ministre de la Défense, Yoav Galant, pour crimes de guerre et nettoyage ethnique.

Les complicités impérialistes

Ceux-ci ont été commis avec la bénédiction de nombreux gouvernements capitalistes du monde, en particulier dans l'Occident colonial, avec la participation intensive et décisive des États-Unis d'Amé-

rique, de la manière la plus éhontée et la plus cynique, que ce soit sous l'administration démocrate, avant le 20 janvier 2025, ou sous l'actuel gouvernement républicain de Trump. La dernière manifestation en date a été la mise en œuvre par l'administration Trump d'un grand accord avec Israël précédemment gelé par le président Biden, qui comprend un grand nombre de bombes pesant, chacune, une tonne d'explosifs, ainsi que d'un soutien financier important, qui aurait atteint des dizaines de milliards de dollars. En plus du veto répété devant le Conseil de sécurité pour empêcher la cessation d'une guerre qui a duré plus d'un an et trois mois, la plus longue guerre menée par Israël depuis sa déclaration en 1948.

Plus dangereux, le président Trump a déclaré son soutien au déplacement des Gazaouis vers l'Égypte et la Jordanie, en connivence avec la politique de l'extrême droite israélienne qui rejette même la « solution des deux États », et toute restauration par le peuple palestinien de l'un de ses droits nationaux historiques, intensifiant actuellement le processus de colonisation en Cisjordanie, démolissant des villes, évacuant des habitant-es et intensifiant les meurtres et les détentions arbitraires, tout en menaçant de reprendre la guerre d'extermination à Gaza.

Groupe communiste révolutionnaire

Le Groupe communiste révolutionnaire est une organisation sympathisante de la IV^e Internationale au Liban.

De plus, ces pratiques criminelles n'ont pas encore réussi à mobiliser une solidarité

“ Trump a déclaré son soutien au déplacement des Gazaouis vers l'Égypte et la Jordanie, en connivence avec la politique de l'extrême droite israélienne qui rejette même la solution des deux États. ”

minimale avec le peuple palestinien parmi les régimes arabes, et des positions sérieuses contre ces pratiques et leurs auteurs, en particulier contre l'entité sioniste, avec les mesures fermes que cela implique contre

elle, y compris la rupture des relations. Sans parler de couper le pétrole et le gaz à tous les pays qui soutiennent ses actes criminels.

Une guerre sans limite

Quoi qu'il en soit, ce que nous avons mentionné ci-dessus révèle pour la énième fois la réalité de l'État sioniste comme État colonial de peuplement qui représente avant tout les intérêts de l'Occident impérialiste, en particulier, et, en retour, reçoit tous les moyens de survivre, comme nous le voyons maintenant, aux dépens d'un autre peuple dont les racines dans la Palestine historique remontent à des milliers d'années.



Des Palestiniens brandissent des drapeaux libanais et yéménites lors d'une manifestation contre l'assassinat de Hassan Nasrallah par Israël, Ramallah, Cisjordanie occupée, 28 septembre 2024. © Flash90

Il est clair que cet État, en tant qu'État de colonisation, d'expansion, de déplacement et de mépris de toutes les lois internationales, considère que sa survie ne peut être assurée que par les guerres qui se poursuivent depuis sa constitution, laissant d'innombrables victimes, toutes sortes de destructions, de souffrances, de misères, et toutes les violations honteuses de la dignité humaine, depuis la guerre de 1948, qui a conduit, entre autres, au déplacement de la plupart des habitants d'origine de la Palestine, à la guerre de 1956 contre l'Égypte et la bande de Gaza, à la guerre de 1967 contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie, jusqu'à l'invasion du Liban en 1982, et la guerre au Liban, à nouveau, en 2006. Sans parler des nombreuses guerres contre Gaza, depuis 2008, jusqu'à la dernière, contre Gaza et le Liban, et la destruction massive de villages et de villes qui l'a accompagnée, ainsi que le refus de mettre fin à l'occupation, de la part de cet État, qu'il s'agisse de Gaza ou de nombreux sites à l'intérieur du sud du Liban, en plus de l'occupation de plus de cinq cents kilomètres carrés du territoire syrien !

Cela s'ajoute inévitablement aux raids aériens contre l'Iran et aux menaces de guerre contre lui, sous prétexte de l'empêcher d'acquiescer des armes nucléaires, ce qui laisse présager un mal extrême, si l'on tient compte de la possession par Israël de plus de deux cents ogives nucléaires, ainsi que d'autres armes de destruction massive, et de sa préparation, comme cela est révélé par ces guerres, à atteindre l'étendue maximale de destruction et d'anéantissement, dans son effort, selon ses prétentions, pour se

défendre ! Cela révèle de réels dangers, dans la suite de ses actions et de ses rêves expansionnistes criminels, de guerres qui pourraient se transformer en utilisation d'armes nucléaires, et mettre le monde entier au bord d'une catastrophe finale !

Pour une contre offensive

Pour cette raison, et alors que nous exprimons, avec la Quatrième Internationale, notre préoccupation du droit des peuples à la liberté, à la dignité, à l'égalité et à la souveraineté, et du droit de ceux qui souffrent d'une injustice de longue date, basée sur le déplacement forcé, l'extermination et diverses formes d'oppression et de répression, de se déterminer libre-

ment, nous réalisons que les régimes arabes – qui pratiquent la tyrannie et l'exploitation extrêmes contre leurs propres peuples, inclinent la tête avec beaucoup d'humiliation et de soumission, devant les gouvernements impérialistes et les sociétés capitalistes mondiales, et n'ont aucun scrupule à fermer les yeux sur les actions honteuses et scélérates de l'agresseur sioniste, et à se précipiter pour conclure des accords de normalisation avec lui – devront tôt ou tard rendre des comptes à leurs peuples, comme l'ont confirmé les soulèvements de ces derniers menés au cours des deux dernières décennies, pour des raisons de justice économique et sociale. Ceux-ci seront peut-être bientôt renouvelés, mais cette fois-ci combinés avec la lutte pour la dignité nationale. Et tout en accueillant avec beaucoup d'admiration et d'optimisme les mouvements pleins de générosité et de sentiments humanitaires

“ Tôt ou tard, les régimes arabes complices devront rendre des comptes à leurs peuples. ”

contre Israël et en solidarité avec le peuple palestinien, et en se rappelant avec fierté de la position ferme de la Quatrième Internationale en 1947, contre la résolution de partition, nous appelons à une coordination et à une mobilisation intensives avec toutes les forces, organisations et individus, dans nos pays et dans le monde entier, avec lesquels il serait possible de nous accorder, pour la lutte commune pour les revendications suivantes :

1. Accélérer l'adoption par la Cour internationale de justice d'une décision considérant la guerre israélienne contre Gaza comme génocidaire, inviter les Nations unies à se réunir sur la base de la Résolution « Union pour le maintien de la paix », et s'efforcer d'imposer les sanctions nécessaires à l'entité sioniste, y compris la rupture de toutes les relations diplomatiques ou économiques avec elle, au niveau mondial, le retrait de la reconnaissance par l'ONU de l'État sioniste, et la considération de n'importe quelle fourniture d'armes à cet État comme un crime contre l'humanité. De même, faire en sorte que la Cour pénale internationale prenne la décision de considérer tous les ministres du gouvernement de Netanyahu et tous les officiers supérieurs de son armée qui auraient participé à la décision ou à la mise en œuvre de cette guerre, comme des criminels de guerre qui doivent être poursuivis, dans tous les pays qu'ils traversent ou dans lesquels ils se rendent.

2. Faire pression pour que l'Assemblée générale, toujours sur la base de la Résolution « Union pour le maintien de la paix », qui a été adoptée à plus d'une occasion, notamment lors de la guerre de Corée en 1950 et de la guerre du canal de Suez en 1956, décide de confisquer les armes nucléaires dont dispose l'État sioniste, ainsi que toutes les armes de destruction massive qu'il possède.

3. Démanteler l'État sioniste, en tant qu'« État pour les Juifs », et établir à sa place un État démocratique, laïc, et révolutionnaire, permettant à toutes et tous les Palestiniens dispersés en dehors de leur patrie d'origine d'y retourner, s'ils le souhaitent, et de jouir avec tous les habitants actuels de la Palestine historique, qu'ils soient juifs ou arabes, de droits égaux, sur la base de la pleine citoyenneté, « et cela exige que les Juifs de l'État d'Israël actuel rejettent le sionisme, et participent à une révolution arabe, porteuse d'une dynamique démocratique, laïque et socialiste ». ■

Février 2025

La situation en France, le NFP et les tâches des révolutionnaires

La situation en France est marquée par la crise générale du capitalisme et par celle de sa place dans les rapports de forces internationaux. Elle est aujourd'hui en équilibre très instable et pourrait basculer, comme bien d'autres pays, sous la domination de l'extrême droite.

Par
Antoine Larrache

Le capitalisme français est percuté par la crise économique mondiale. Le pays est en quasi-récession, son déficit budgétaire est croissant (6 % du PIB en 2024), à tel point que la note de la dette de la France a été dégradée à plusieurs reprises par les agences de notation (elle est passée de AAA à Aa2 entre 2012-2015 puis à Aa3 en 2024). L'un de ses secteurs historiques, l'automobile, est en crise, incapable notamment de prendre le tournant de l'électrique. Le secteur du commerce supprime des postes par milliers (notamment chez Auchan et Casino). Globalement, sur la période de juillet à novembre 2024, la CGT a recensé 120 plans de licenciements, représentant, depuis septembre 2023, entre 130 000 et 200 000 emplois. Il est possible que les chiffres réels soient très supérieurs, en comptant les emplois induits. Ces suppressions de postes comprennent des licenciements secs et des départs en retraite non remplacés qui conduisent à une augmentation de la charge de travail. Par ailleurs, la pauvreté est en hausse, avec 8,1 % de pauvres (moins de 1 000 euros par mois, ou 1 500 pour un couple sans enfant).

Les gouvernements Barnier et Bayrou ont mis en place des coupes budgétaires drastiques dans les dépenses publiques, de 60 milliards d'euros, et diverses fonctions publiques sont en grande difficulté.

C'est le cas dans l'Éducation, même si les suppressions de postes prévues au budget 2025 ont été reportées, dans la santé (plusieurs morts ont été comptées dans les hôpitaux en raison de la lenteur des prises en charge ou du manque de personnels), dans la fonction publique territoriale où les suppressions de postes rendent la gestion des collectivités locales de plus en plus difficile, dans universités, etc. Sans parler de la privatisation rampante de la SNCF et de la RATP, qui se met en place petit à petit, avec l'ouverture à la concurrence puis la vente de lignes.

La réaction impérialiste aux difficultés

La tendance est donc à un déclin très prononcé sur le plan économique. Dans le même temps, l'impérialisme français est mis en déroute dans la plupart des pays d'Afrique qu'il dominait dans sa forme moderne d'impérialisme, la Françafrique. Au Mali (février 2022), au Burkina Faso (février 2023), au Niger (fin 2023), en Côte d'Ivoire (février 2025), au Tchad (décembre 2024) et au Sénégal (septembre 2025), la France a dû retirer ses troupes, et ses intérêts économiques et politiques sont remis en cause. Ces retraits ont eu lieu à l'initiative des régimes, soit en raison du mécontentement des populations, soit de l'émergence d'influences concurrentes, en particulier de la Russie et de la Chine.

En réponse, la France poursuit voire renforce sa domination sur ses colonies restantes. Ainsi Macron tente d'arrêter le processus de décolonisation de la Kanaky en ayant tenu en 2021, le troisième réfé-

rendum malgré le Covid, essayé de dégeler le corps électoral et en déportant des militants en métropole. Il a répondu par la répression aux revendications sociales en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane, tandis que Mayotte sert désormais de test grandeur nature pour les politiques racistes, avec la suppression du droit du sol qui permettait à toute personne née en France d'obtenir la nationalité française.

Plus globalement, la 7^e puissance militaire mondiale cherche à construire une « défense européenne » autour d'elle. Ainsi, la prochaine loi de programmation militaire du pays devrait atteindre 413 milliards d'euros sur 5 ans, soit un doublement en 10 ans, tandis que Macron déclare souhaiter « un financement européen commun massif pour acheter et produire plus ».

L'usure des partis gestionnaires

La crise est donc généralisée et les gouvernements bourgeois classiques sont en grande difficulté pour la résoudre. Depuis une vingtaine d'années, les partis de droite issus du gaullisme et la social-démocratie ont connu une alternance au pouvoir, mais avec des difficultés croissantes à se reproduire. Le Parti socialiste a opéré un tournant particulièrement droitier sous la présidence de François Hollande (2012-2017), ajoutant au libéralisme économique déjà amorcé par Lionel Jospin, à la fin des années 1990, un développement de la répression et des politiques racistes, une poursuite de la destruction de la Sécurité sociale, notamment par les réformes des retraites et contre les chômeurs, des attaques contre le droit du travail et la représentation syndicale. Mais les scores électoraux du

“ Les partis de droite issus du gaullisme et la social-démocratie ont connu une alternance au pouvoir, mais avec des difficultés croissantes à se reproduire. ”

parti de droite, Les Républicains, et du PS se sont petit à petit réduits, avec la chute en 3^e position de François Fillon en 2017 et le très faible score (4,78 %) de Valérie Pécresse en 2022 pour ce qui concerne les premiers, et les scores encore plus réduits des candidats du PS Benoît Hamon (6 %) et Anne Hidalgo (1,75 %). Pendant que Marine Le Pen atteignait 21 % en 2017 et 23 % en 2022 ; et Jean-Luc Mélenchon 20 % en 2017 et 22 % en 2022.

Le personnel bourgeois classique a donc été profondément bouleversé : Macron, ancien ministre sous Hollande, a réussi à rassembler les électeur-trices modéré-es de la droite classique et ceux les plus à droite du Parti socialiste, et à sortir gagnant des deux dernières présidentielles. Mais son assise est cependant très limitée, avec 18 et 20 % des voix des inscrit-es sur les listes électorales au premier tour en 2017 et 2022. Et elle tend à se réduire toujours plus : lors des dernières élections législatives, l'alliance construite autour de Macron n'a obtenu que 26 % des voix, 43 % des député-es en 2022, puis 22 % des voix et 29 % des député-es en 2024. De fait, son assise sociale est essentiellement constituée des couches très supérieures du salariat (cadres), et de la classe dominante. Les secteurs réactionnaires se tournent de plus en plus vers la droite, vers Éric Zemmour, Éric Ciotti et bien sûr le RN, tandis que l'union de la gauche lors des dernières élections législatives lui a fait perdre les couches intermédiaires qui votaient traditionnellement PS, retournées au bercail.

En 2017 comme en 2022, Macron a été élu au second tour de la présidentielle contre Marine Le Pen et a donc fait jouer pleinement le « front républicain », qui consiste à ce que les partis appellent à voter contre l'extrême droite. Macron est donc à chaque fois apparu aux couches intermédiaires comme le meilleur outil, dès le premier tour, pour empêcher l'arrivée au pouvoir de Le Pen. Il a d'ailleurs mené une grande partie de ses campagnes sur cette thématique, promettant de

1) « La tribune des généraux, l'armée et la Cinquième République », Claude Serfati, *Contre-temps*, mai 2021.

2) « Le patronat passe-t-il à l'extrême droite ? », Maxime Combes, *Basta*, 5 juillet 2024.



faire reculer l'extrême droite. Mais cette promesse a été de courte durée, les classes populaires abandonnant de plus en plus le vote Macron pour se concentrer, pour ce qui concerne les couches conscientes et/ou racisées, sur le vote Mélenchon, et pour les couches craignant un déclassement, vers Le Pen.

“ Les patrons des grandes entreprises françaises se précipitent pour nouer des contacts avec l'extrême droite de Marine Le Pen. ”

Financial Times

Un danger fasciste toujours plus concret

Ainsi, le « centre » se réduit, au bénéfice d'une gauche en mutation et de l'extrême droite. C'est cette dernière qui connaît une progression particulièrement spectaculaire, car le « front républicain » ne suffit plus à arrêter son développement : dans 39 circonscriptions (sur 577), aux législatives de 2024, les candidat-es du RN ont même été élu-es dès le premier tour.

De plus, on voit une augmentation effrayante du soutien au RN dans la police et dans l'armée. Le soutien dans la police est passé de 51 % en 2015 à 67 % dans les échelons inférieurs de la hiérarchie en 2022, et dans l'armée, il aurait dépassé les 50 %. Elles constituent, de fait, des bandes armées favorables à l'extrême droite. Un élément qui doit être mis en relation avec la tribune de 20 généraux publiée un 21 avril 2021 – en référence à la tentative de putsch des généraux de 1961 – dans la revue d'extrême droite *Valeurs actuelles* indiquant que « *Oui, si une guerre civile éclate, l'armée maintiendra l'ordre sur son propre sol* » (1). Et avec le fait que des franges importantes de la bourgeoisie

française ont basculé vers l'extrême droite. Ainsi « Le patron de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), François Asselineau, s'appuie sur un sondage commandé par son organisation pour affirmer que “le Rassemblement national fait moins peur aux entrepreneurs que le Nouveau Front populaire”. Tandis que Michel Picon, président de l'Union des entreprises de proximité (U2P), considère de son côté que les petits patrons “expriment un fort besoin d'ordre, de fermeté, de remise en place de hiérarchie des valeurs” » (2). Les Bolloré et Progli se multiplient, tandis que le *Financial Times* a noté que « les patrons des grandes entreprises françaises se précipitent pour nouer des contacts avec l'extrême droite de Marine Le Pen ».

Les agressions par des groupes fascistes se développent, petit à petit, contre les personnes racisé-es, les LGBTI, des piquets de grève, des réunions militantes. En février, un militant de gauche a été poignardé, heureusement sans dommage grave. Et l'extrême droite a pris une place importante dans certaines mobilisations sociales comme celle des Gilets jaunes et les mobilisations paysannes, par l'intermédiaire notamment de la Coordination rurale, qui connaît une progression importante (passant de 3 à 14 présidences de chambre d'agriculture entre 2019 et 2025, avec des scores supérieurs à 30 % dans de nombreux départements).

Une grande partie des caractéristiques du fascisme sont donc déjà en place dans le pays. Il manque un point essentiel : l'existence d'un parti fasciste de masse. Mais cet élément peut hélas être réalisé, quand on voit les files d'attente impressionnantes lors de signatures du livre de

Jordan Bardella (3) ou la présence dans les meetings du RN.

Une gauche en pleine reconfiguration

En face, la gauche évolue fortement. Comme nous l'avons vu, le Parti socialiste, hégémonique à gauche pendant trente ans, est très affaibli et travaillé par de fortes contradictions. Il revendique 50 000 adhérentes mais moins de 20 000 personnes votent lors de ses congrès. Et il est traversé par des désaccords très importants entre une frange complètement intégrée aux institutions et qui cherche à se rapprocher de Macron (autour de Carole Delga, Anne Hidalgo et Michael Delafosse...) et une autre qui reste sensible à l'histoire du mouvement ouvrier, notamment par l'intermédiaire des élu-es des quartiers populaires ou des syndicalistes de la CFDT ou l'UNSA ou de FO.

L'unité de la gauche, lors des élections législatives de 2022 et 2024, s'est imposée à ses organisations car, divisées, elles auraient eu très peu d'élu-es. Mais on ne peut pas ignorer la corrélation entre, d'une part, l'unité réalisée avec la NUPES en 2022 et le NFP en 2024, et, d'autre part, l'unité syndicale face à la casse des retraites en 2023, qui a rassemblé toutes les forces, de Solidaires à la CFDT en passant par la FSU et la principale, la CGT. On peut considérer que, sous le coup des attaques antisociales dans un cas, de la menace de la droite et de l'extrême droite dans le second, les organisations du prolétariat se sont rassemblées, dans le même temps que celui-ci tentait de s'organiser et d'agir, exerçant une pression pour ce rassemblement.

Sous cette pression, le PS, comme ça avait déjà été le cas lors de la désignation de Benoît Hamon en 2017, a adopté une orientation relativement combative, et accepté le programme du Nouveau Front populaire, qui est sur la plupart des points une reprise de celui de La France insoumise, lui-même inspiré par les revendications des grands mouvements sociaux, formulées par des militants des principales

organisations dans tous les domaines (syndicats, associations pédagogiques, groupes d'économistes, etc.). De même, Les Écologistes et le Parti communiste ont participé à l'alliance. Ces deux organisations, n'ayant pas été à la direction des gouvernements sociaux-libéraux, ont une plus grande faculté d'adaptation programmatique que le PS, et les négociations ont été rapides.

“Le cœur de l'accord politique entre les quatre grandes formations de gauche a été le mot d'ordre du retrait de la réforme des retraites de 2023 et que le NFP voterait des motions de censure contre tout Premier ministre de droite.”

Le cœur de l'accord politique entre les quatre grandes formations de gauche a été le mot d'ordre du retrait de la réforme des retraites de 2023 et qu'en cas de victoire, le NFP choisirait quel-le Premier ministre il proposerait à Macron, et voterait des motions de censure contre tout Premier ministre de droite. Cet accord fragile, que le PS a remis en cause ces derniers mois, a été imposé à la droite du parti en échange d'une part importante des circonscriptions pour les élections législatives... L'une d'elles étant même accordé à l'ancien président François Hollande.

Un front unique original

De l'autre côté de la gauche, le NPA-L'Anticapitaliste (NPA-A) a participé au Nouveau Front populaire, obtenant «sur le quota de LFI», une circonscription ingagnable pour Philippe Poutou (4). L'entrée du NPA-A dans le NFP a eu pour seule condition l'engagement à voter pour le programme du NFP à l'Assemblée si Philippe était élu; il a été clairement spécifié par le NPA-A qu'il ne participerait pas au gouvernement du NFP. En effet, la nature du NFP, cette alliance «de Philippe Poutou à François Hollande», ne permet pas une participation des révolutionnaires, laquelle ne peut relever que de circonstances exceptionnelles.

Le NFP se réclame d'un programme de rupture qui intègre des propositions assez radicales: bloquer «les prix des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants», taxer «les super profits», augmenter les salaires, «un moratoire sur les grands projets d'infrastructures autoroutières», «passer à une 6^e République par la convocation d'une

assemblée constituante citoyenne élue», des mesures plus favorables à l'immigration, le refus du «pacte de stabilité budgétaire» européen, de très nombreuses mesures qui, sans être révolutionnaires, constituent une rupture réelle avec les politiques bourgeoises menées depuis des décennies et supposent un affrontement avec la bourgeoisie.

Un tel programme est précisément totalement inacceptable et la classe dominante, par ses médias, ses représentants politiques ou de grands dirigeants d'entreprises, a exprimé sa totale opposition à ce programme et à La France insoumise. Une partie a même repris à son compte des formules proches de l'historique «mieux vaut Hitler que le Front populaire». Cependant, les objectifs d'un gouvernement issu du NFP s'inscriraient dans le cadre du système et associeraient des courants ayant participé loyalement à la gestion du capitalisme français, notamment les membres du PS, du PCF et des Écologistes. Le programme, s'il ne comprend pas vraiment de mesure erronée, n'aborde ni les licenciements ni la dette publique, et n'introduit aucune incursion dans la propriété privée des moyens de production. Il y a fort à parier qu'un gouvernement issu de ce programme serait mis sous pression et discipliné encore plus rapidement que l'a été le gouvernement Syriza en Grèce et, même si LFI répète à l'envi vouloir s'appuyer sur les mobilisations – à défaut de s'employer à les construire –, la faible auto-activité actuelle des classes populaires rendrait le débordement du gouvernement par sa gauche assez improbable.

Contenir le recul, préparer la contre-offensive

Tout cela reste assez hypothétique car, justement, le rapport de forces entre

3) À raison de deux dates par semaine, il sillonne la France. L'eurodéputé s'est déjà arrêté à Tonneins, Perpignan, Beaucaire, Marseille, Sète, Strasbourg. «À chaque fois, il reste près de six heures et salue près de 1 000 personnes», rapporte-t-on du côté de la maison d'édition.

4) En France, les militant-es de la IV^e Internationale militent au NPA-A, au NPA-Révolutionnaires (qui s'est opposé au NFP et a présenté ses propres candidat-es), à la Gauche écosocialiste (courant de La France insoumise, dont un grand nombre de militant-es se font exclure ou l'ont quittée depuis les dernières législatives), à l'Après (organisation créée par les député-es Hendrik Davi, Clémentine Autain, Alexis Corbière après leur exclusion de La France insoumise avec François Ruffin et Raquel Garrido) et à Ensemble !.

les classes ne permet pas, à ce stade, d'espérer une victoire électorale de la gauche. En effet, le mouvement ouvrier connaît une phase de recul de ses capacités à peser sur la situation. La mobilisation sur les retraites de 2023 s'est soldée par une défaite, tandis que les droits des chômeurs et des étrangers ont été dégradés sans que les grandes organisations s'y opposent réellement. La casse ou la privatisation des services publics se poursuit avec des réactions pour l'instant très limitées et locales. Les déserts syndicaux s'agrandissent, et les perspectives d'une unification – à moyen terme – entre la CGT et la FSU (voire Solidaires) serviraient plutôt à contenir le recul qu'à espérer une reconstruction.

Cependant, des points d'appui existent. Le mouvement sur les retraites a montré, avec des records de participation aux manifestations (au plus fort, un million de manifestant-es selon la police, 3,5 millions selon la CGT), qui ont eu lieu dans plusieurs centaines de villes, montrant ainsi la profondeur du mouvement. À l'instar des mouvements précédents, ou de la mobilisation des Gilets jaunes en 2018-2019, on a pu observer que le potentiel de mobilisation de la classe ouvrière reste très important même si, en termes de rapport de forces relatif à celui imposé par la classe dominante, il est insuffisant.

D'autres mobilisations ont eu lieu, montrant des capacités variées : par exemple le mouvement contre les violences policières et racistes, suite à l'assassinat d'un jeune par la police, Nahel, en juin 2023, qui a mobilisé pendant plusieurs jours les quartiers populaires, malgré les interdictions de manifester et la répression policière (3 651 personnes arrêtées et 380 peines de prison fermes, et deux morts). Ce mouvement a d'ailleurs, contrairement aux révoltes de 2005, globalement été soutenu par la gauche. La mobilisation pour la Palestine, bien que confrontée à la répression et à une offensive idéologique de grande ampleur, a réussi à tenir sur la longue durée et à mobiliser pendant un moment plusieurs dizaines de milliers de personnes, notamment des quartiers populaires et racisés. Il a représenté le plus important mouvement internationaliste de la jeunesse – notamment des quartiers populaires – depuis plusieurs décennies. Des actions ont été menées contre les licenciements et les suppressions de postes, notamment dans l'automobile et le commerce, en novembre 2024 et, si

Manifestation contre la réforme des retraites, 7 février 2023. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



elles n'ont pas obtenu de victoire, elles ont contribué à déstabiliser le gouvernement Barnier et à ce que la tentative d'adoption du budget par l'article 49-3 de la Constitution conduise à la censure et à la démission du gouvernement. Les mobilisations féministes, régulières notamment depuis Metoo, avec notamment le développement de la grève féministe, et les mobilisations écologiques (notamment contre les Grands projets inutiles comme les autoroutes, les méga-bassines, etc.), contribuent aussi à la contestation sociale globale.

Aujourd'hui, on observe des actions syndicales contre la pénurie budgétaire dans les administrations territoriales, dans les universités (avec plusieurs centaines de personnes dans quelques assemblées générales, à ce jour), les hôpitaux, les écoles...

Une unité militante

Il y a donc une crise et des mobilisations quasi permanentes en réaction aux attaques du gouvernement et, de façon similaire, une partie de la gauche – en réaction à la montée de l'extrême droite et face à Macron – s'est mobilisée pour construire la campagne du NFP, dans des comités locaux regroupant chacun plusieurs dizaines de personnes – voire des centaines à certaines occasions. Dans de

nombreuses circonscriptions, tout-es les militant-es de gauche se sont retrouvés pour organiser des diffusions de tracts, des collages d'affiches, des tournées d'immeubles et des réunions publiques. Pas seulement les militant-es politiques, aussi les syndicalistes et membres d'associations de gauche.

Cette dynamique possède des qualités indiscutables. En effet, la seule présence dans des actions communes pendant plusieurs semaines secrète quasi mécaniquement une capacité

“ Dans les moments où existe un fort décalage entre les nécessités et les actions concrètes, il existe un espace politique pour exprimer une orientation alternative et pour travailler à transformer les nécessités en possibilités. ”

d'action décuplée – qui a permis non seulement que le RN ne gagne pas les élections, mais aussi que le NFP soit la force disposant du plus grand nombre de députés à l'Assemblée nationale ! – et exerce une pression pour conti-

nuer cette unité dans les luttes. En effet, il est évident pour tout-e militant-e de base qu'il y a un lien entre les éléments de programme et les luttes à la base, entre les préoccupations des classes populaires et les actions à mener, même si une grande partie des militant-es les conçoivent dans leurs aspects les moins combatifs (rendez-vous avec les élu-es, pétitions, etc.), et il était absolument essentiel, pour des militant-es révolutionnaires, d'accompagner cette dynamique globale, malgré la combativité limitée de ces cadres.

Ce dernier point est lié à la faiblesse majeure du NFP, sa nature essentiellement institutionnelle, dans le sens où elle est liée aux institutions du capitalisme, de la base au sommet. Son combat est en effet essentiellement une lutte à l'intérieur du système, pour en modifier les équilibres et « mener une politique de gauche ». Le NFP a ainsi mené campagne pour obtenir le poste de Premier ministre et gouverner, bien qu'il n'ait obtenu qu'un gros tiers des député-es. La France insoumise, pourtant la force la plus radicale des quatre organisations principales du NFP, a engagé une procédure de destitution de Macron qui n'avait aucune chance d'aboutir et ne participait aucunement à un mouvement de masse, alors que le président est pourtant détesté par une grande partie de la population. Le PS, dans la dernière séquence de vote du budget (5), n'a pas voté la censure, contrairement aux engagements initiaux du NFP. Ce choix, répondant aux préoccupations d'une partie la population qui craignait une nouvelle déstabilisation du pays en cas de non-adoption du budget, a permis au Rassemblement national, qui ne souhaitait pas non plus censurer le gouvernement, de se positionner de façon favorable. En effet, le RN joue un jeu complexe : il tente d'un côté de se présenter comme le principal opposant à Macron et de l'autre d'apparaître comme une force crédible pour gérer le système à sa place. Cette orientation est pleine de contradictions, et la gauche pourrait, en votant systématiquement la censure et en se positionnant comme la principale force militante anti-Macron, faire la démonstration que le RN n'est pas au service des classes populaires.

Mais, pour cela, il faudrait que la gauche entreprenne des campagnes militantes combatives, à la base, ce qu'elle n'est pas disposée à faire, car elle se laisse

absorber par le travail parlementaire, les divisions et en particulier celles liées à la préparation des élections municipales qui auront lieu en 2026. Pour les partis de gauche les plus intégrés au système, c'est une échéance fondamentale pour garder ses positions, qui lui permettent – comme ses positions dans les conseils régionaux et départementaux – de construire leurs appareils et de maintenir un rapport de forces vis-à-vis de LFI, qui reste bien plus faible sur ce terrain. De plus, chaque organisation de gauche garde en tête la préparation de la prochaine échéance présidentielle, en 2027, en espérant y jouer un rôle central. LFI par le biais de Jean-Luc Mélenchon, qui se présentera vraisemblablement, les autres forces voulant à tout prix éviter que l'ancien sénateur soit le candidat unique de la gauche, car cela contribuerait à diminuer leur rapport de forces vis-à-vis de LFI. Chaque force étant sous une pression énorme : la nécessité, pour gagner, et peut-être même pour empêcher Le Pen d'être élue, de présenter une candidature unique, commune. À ce puzzle il faut ajouter la possibilité, si le gouvernement Bayrou ne tient pas dans le temps, notamment s'il est censuré par la gauche et le RN, de nouvelles élections législatives dès juin 2025. Autant dire que la gauche est tétanisée par ces enjeux, qui la divisent tout en nécessitant son unité.

Articuler unité et radicalités

Il est difficile de peser dans une telle situation, car tant sur le terrain politique

que social, les choses semblent bloquées. Les mobilisations sociales sont pour l'instant peu puissantes malgré l'ampleur des attaques, et les organisations politiques sont engluées dans des négociations et confrontations locales délétères. Cependant, les périodes où existe un fort décalage entre les nécessités et les actions concrètes peuvent constituer des moments où un espace politique existe pour exprimer une orientation alternative, où les nécessités doivent être, par le travail politique, transformées en possibilités.

Pour cela, il nous faut tenter d'analyser les enjeux précis et de mettre en mouvement les forces disponibles pour peser dessus. Cette tentative conduit à distinguer les nécessités politiques selon trois niveaux.

Le premier est le besoin de l'unité de toute la gauche pour répondre à la menace fasciste, pour construire le rapport de forces et pour tracer des perspectives alternatives à la domination bourgeoise. C'est pour

cette raison que, malgré les limites du NFP, il était correct d'y participer et de faire le lien entre cette alliance et les luttes concrètes. Il semble aussi correct de continuer à construire ce cadre à la base, notamment en encourageant les dizaines de collectifs qui se maintiennent localement. Des alliés (Nouvelle donne, Égalités, l'Après, Copernic, Peps...) existent pour une telle orientation, qui travaillent à construire une réunion nationale des collectifs, là où les quatre organisations principales (LFI, PS, PCF, écologistes) privilégient leurs intérêts. Le moment venu, cette politique pourrait jouer un rôle important car il s'agit d'un embryon de cadres démocratiques unitaires de base, dont tout mouvement de masse a besoin pour agir, se construire et poser la question du pouvoir par en bas.

Ces collectifs de base peuvent mettre en place les campagnes unitaires néces-

“ Sur la Palestine, LFI a tenu, notamment à l'Assemblée, un discours de solidarité avec le peuple palestinien qui tranchait avec les positions du reste de la gauche. ”

Assemblée générale pour la Palestine à Paris © AL / Inprecor



5) Cette discussion s'est étendue entre novembre 2024 – moment où Barnier a été contraint de démissionner suite à l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution, qui a conduit à une censure par les députés de la gauche et du RN – et février 2025, où le nouveau Premier ministre François Bayrou a réussi à faire passer un budget par le 49-3, résistant à la censure grâce aux abstentions du PS et du RN.

saires dans la période : contre les politiques racistes, contre les licenciements, pour l'augmentation des salaires, pour la défense des services publics, pour la Palestine, la Kanaky... De premières discussions ont eu lieu, à l'initiative du NPA-A, sur les licenciements pendant la vague de suppressions de postes de novembre-décembre 2023 et des initiatives pour les services publics sont discutées. Ils pourraient aussi intervenir dans les débats politiques plus généraux, par exemple celui sur le budget et la censure, et contester le gouvernement.

De plus, une nouvelle discussion va s'engager sur les retraites et il sera indispensable de construire un front intersyndical et une campagne unitaire du NFP et du mouvement social pour les défendre.

La défense de l'unité de la base au sommet pourrait aussi passer, ce n'est pas à exclure, par la défense d'une candidature unique de la gauche à la présidentielle. En effet, dans le cadre de la V^e République, qui est particulièrement antidémocratique et donne des pouvoirs immenses au président, éviter une victoire de Le Pen pourrait nécessiter une candidature unique à gauche. Mais les jeux sont loin d'être faits. La séquence des élections municipales de 2026 constitue une étape difficile à anticiper pour l'instant : on ne sait pas si la division de la gauche provoquera un nouveau progrès de l'extrême droite, ou si une unité de la gauche sera réalisée et dans quelles conditions et quels rapports de forces.

La place particulière de LFI

Le second niveau découle de l'analyse des différentes organisations de gauche. Il est apparu, ces dernières années, que LFI joue un rôle particulier parmi celles-ci : sa relativement faible intégration dans le cadre des institutions (elle n'a pas de conseiller-e régional-e, et a 6 conseiller-es départementaux, à comparer aux 40 du PCF, qui en a perdu 81 aux dernières élections, et aux 332 du PS, qui en a perdu 622...) induit une position partiellement critique par rapport à l'ordre établi. Sa stratégie électorale est également de s'appuyer sur les quartiers populaires, notamment



Meeting du NFP le 30 juin 2024 Place de la République à Paris. Sur la photo, Mathilde Panot, Olivier Besancenot et Rima Hassan.

racisé-es, et elle combat plus frontalement le racisme, l'islamophobie et le RN que les autres forces de gauche. Sur la Palestine, elle a tenu, notamment à l'Assemblée, un discours de solidarité avec le peuple palestinien qui tranchait avec les positions du reste de la gauche (deux député-es ont brandi un drapeau palestinien, d'autres ont dessiné ce drapeau en se positionnant selon la couleur de leurs vêtements). Elle est aussi la force la plus jeune et la plus dynamique du NFP.

Les critiques à formuler vis-à-vis de LFI ne manquent pas, sur son manque de démocratie interne, son sectarisme vis-à-vis des autres forces politiques comme syndicales, ses traditions chauvines, son prisme très étatique et la faiblesse de ses propositions en termes d'incursion dans la propriété privée. De plus, sa volonté de devenir hégémonique à gauche s'accompagne de tendances très sectaires vis-à-vis des autres organisations. Mais il est évident que cette force constitue un immense point d'appui à gauche, sur le plan programmatique et militant.

Construire une gauche unitaire et révolutionnaire

Le troisième niveau est la nécessité de regrouper les forces révolutionnaires unitaires. Dans la séquence qui a duré de la présidentielle 2022 à la chute du gouvernement Barnier, en passant par la grève sur les retraites, les discussions se sont multipliées à gauche. De ces discussions s'est dégagé un pôle composé

de différents groupes défendant des orientations générales similaires sur de nombreux points : la nécessité de l'unité de la gauche, de la construction des collectifs NFP à la base, mais aussi d'une orientation indépendante, notamment sur les luttes sociales et l'Ukraine. Des discussions multiples ont eu lieu entre le NPA-A, Ensemble !, la Gauche écosocialiste, le collectif de quartiers « On s'en mêle », le collectif militant Égalités... Ces échanges n'ont pas conduit à la construction d'une nouvelle organisation, notamment en raison des divergences sur comment articuler unité et indépendance, même si les relations restent régulières.

Cependant, l'émergence d'une gauche révolutionnaire unitaire est une nécessité dans la prochaine période. Il est en effet très probable que de nouvelles confrontations sociales de masse aient lieu, dans les luttes sociales et dans les élections. Dans ces chocs, une orientation réellement unitaire, qui ne soit donc pas prisonnière d'intérêts d'appareils, devra être mise en avant, comme devra l'être une orientation dont le centre de gravité se situe dans les luttes sociales extra-parlementaires pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

Pour y parvenir, il faudra impérativement intervenir dans les luttes, mais aussi dans les débats à gauche, même les plus difficiles. En effet, c'est sur sa capacité de répondre aux questions que l'on se pose dans les classes populaires face aux grands problèmes politiques nationaux qu'une organisation est jugée par les masses, et c'est par la possibilité d'y répondre ensemble que se testent les perspectives de rassemblement militants. ■

Le 25 février 2025

Logement : un vieux problème, de nouvelles solutions

Le prix des loyers a été sur toutes les lèvres ces derniers mois, et ce n'est pas pour rien. C'est non seulement parce qu'il s'agit d'un problème qui touche des centaines de milliers de personnes, mais aussi parce que le mouvement pour le droit au logement a réussi à faire descendre des dizaines de milliers de personnes dans les rues de Madrid, Barcelone, Valence, Séville, Gijón, Burgos, Saragosse, Salamanque...

Par
Alex Francés et
Blanca Martínez

Comme beaucoup de personnes – y compris les organisatrices – nous avons été surprises par cette brusque irruption des locataires, mais aussi d'autres secteurs sociaux, sortant en masse dans les rues. Le fait est que ces mobilisations, les plus importantes de l'histoire récente, ont eu lieu à un moment de reflux politique, de recul des forces de gauche en général et de montée de la droite et de l'extrême droite. Dans ce contexte, les syndicats de locataires (*Sindicatos de Inquilinas*) ont réussi à se faire une place dans les médias et à définir l'agenda politique avec un discours radical de confrontation avec le système rentier et avec les partis politiques, du bloc dit *progressiste*, incapables d'apporter de vraies réponses au problème du logement.

La construction des syndicats de locataires comme outils de lutte

Malgré la surprise produite par ces mobilisations, celles-ci ne sont pas sorties de nulle part. Elles sont le fruit d'un mouvement pour le logement construit avec acharnement depuis de nombreuses années. Et, surtout, elles sont le résultat de la construction des syndicats de locataires, qui ont réussi à affilier des milliers de personnes (plus de 3 000 à Madrid et plus

de 5 000 en Catalogne), ramant à contre-courant lors des années de régression politique. Les deux syndicats ont été fondés en mai 2017, alors que le cycle du 15M (1) s'épuisait manifestement, que Podemos entamait son processus de subordination et d'adaptation au PSOE, et que les grandes mobilisations qui avaient caractérisé le cycle précédent commençaient à s'essouffler.

Les syndicats de locataires ont été en mesure de percevoir et d'essayer de surmonter certaines des limites caractéristiques des récents mouvements sociaux, grâce à des formes hybrides entre ces derniers et le syndicalisme ouvrier. Ils ont opté pour la création de structures stables, auxquelles on

adhère et qui emploient des permanents, comme tout syndicat. Ce sont ces éléments qui ont permis à ces syndicats de locataires de perdurer, de se développer et de se consolider, et même de résister aux ravages causés par les entraves au militantisme imposées dans le contexte de la pandémie. Ces restrictions ont été le coup de grâce pour la majorité des mouvements sociaux qui n'ont pas résisté à l'arrêt de leur activité.

Des batailles concrètes contre les bailleurs

Cependant, le défi organisationnel n'a pas été le seul élément clé du succès des syndicats. Leur capacité à articuler le conflit des locataires contre les propriétaires de



Alex Francés et
Blanca Martínez

Alex Francés et Blanca Martínez sont des militantes pour le droit au logement dans les syndicats de locataires de Catalogne et de Madrid et membres d'Anticapitalistas, section espagnole de la IV^e Internationale. Cet article est à paraître dans *Viento* sur n° 196. Traduit par Laurent Creuse. Les locataires, dans ce texte, doivent être entendues au féminin, la traduction du mot castillan *Inquilinas* ne pouvant être genrée en français.



manière collective en a été un autre, ainsi que leur capacité à créer des outils syndicaux qui leur ont permis de remporter des victoires. La

1) Le nom 15M fait référence au 15 mai 2011, date de la première grande manifestation du mouvement à Madrid. Le mouvement des Indigné-es, Indignados, a rassemblé des centaines de milliers de manifestant-es dans une centaine de villes de l'État espagnol, NdT.



capacité à donner des réponses concrètes et utiles aux personnes qui venaient aux assemblées pour présenter leurs problèmes, et à les résoudre, a été la clé pour croître. Il n'y a rien de mieux pour gagner des adhérentes que de démontrer l'utilité des syndicats de locataires. Il n'y a rien de mieux que la lutte collective pour comprendre la nécessité de se battre au-delà des cas individuels. Il n'y a rien de mieux que des victoires contre les propriétaires pour gagner en légitimité sociale et améliorer le rapport de forces en faveur des locataires et des classes populaires.

Différentes stratégies ont été développées pour répondre à la plupart des problèmes des locataires, non-remboursement de la caution, facturations illégales de frais, absence de réparations et d'entretien des appartements et des immeubles, harcèlement visant à pousser dehors les habitant-es... Mais surtout, une stratégie de résistance a été mise en place face au problème principal : la hausse des prix et le non-renouvellement des contrats de location, qui sont les principaux mécanismes par lesquels le logement est traité comme une marchandise, permettant aux bailleurs d'augmenter leurs profits au détriment d'un bien de première nécessité et en appauvrissant de plus en plus de locataires.

Une concentration du capital

Face à cette situation d'abus, les syndicats de locataires ont développé la stratégie

2) Les blocs immobiliers verticaux désignent des immeubles où l'ensemble des logements appartiennent à un seul propriétaire ou à une seule entité (comme un fonds d'investissement, une banque ou un grand bailleur), contrairement à la propriété horizontale, où chaque appartement à un propriétaire différent.

syndicale « *Nos quedamos/Ens quedem* » (Nous restons) qui consiste à désobéir à la fois aux augmentations de prix et aux non-renouvellements de bail. L'idée est simple : les locataires restent dans leur logement après la fin du contrat, en payant le même prix, et entament un processus de négociation collective avec le propriétaire afin d'obtenir un renouvellement du contrat sans augmentation de prix.

Bien que l'on nous vende l'idée d'un parc immobilier entre les mains de petits propriétaires dépendant de ce revenu pour survivre, la réalité est beaucoup plus complexe. L'une des dynamiques du marché immobilier qui a émergé à la suite de la crise de 2008 et du passage du marché immobilier de l'achat-vente à la location, a été la ruée des entreprises et des fonds d'investissement. Ainsi, ces dernières années, on observe une augmentation constante du nombre de grands propriétaires et une tendance à la concentration de la propriété dans un petit nombre de mains. Si ces grands propriétaires ne représentent pas encore la majorité du marché de l'immobilier locatif, ils jouent un rôle prépondérant et constituent le fer de lance de la spéculation immobilière.

C'est dans ce contexte que prend tout son sens l'organisation de blocs immobiliers verticaux (2), comprenant parfois des dizaines d'appartements à louer, dans lesquels on peut trouver un grand nombre de locataires touchés par les mêmes problèmes et qui peuvent lutter ensemble contre un ennemi commun. Les syndicats de locataires ont décidé de rompre avec la dynamique passive qui consistait à attendre que les personnes concernées viennent à leurs assemblées, pour adopter un rôle proactif qui cherche le conflit. Bref, de passer à l'offensive. Chercher les différents éléments d'une même propriété, parler aux voisins, détecter les principaux problèmes de chaque communauté et organiser une lutte commune de dizaines ou de centaines de locataires pour garantir les droits qui sont bafoués. Et surtout agir avant que la majorité d'entre eux ne se retrouvent dans une situation critique, gagnant ainsi du temps pour l'organisation et la lutte.

Articuler le conflit contre la rente capitaliste et la lutte sur le terrain institutionnel

Un autre des piliers fondamentaux a été de combiner la lutte par le conflit et la lutte dans l'arène institutionnelle, en comprenant la nécessité d'obtenir des changements législatifs qui reconnaissent les droits et améliorent la situation générale des locataires. En ce sens, les améliorations législatives obtenues grâce à la réforme de la LAU [*Ley de Arrendamientos Urbanos*, loi sur les locations urbaines] et de la loi sur le logement (durée du contrat de 5/7 ans, frais à payer par la propriété, réglementation des loyers en vigueur dans certaines municipalités catalanes, limitation des cautions...) doivent être considérées comme des victoires obtenues grâce à la lutte, mais sans tomber dans le triomphalisme. Reconnaître ces avancées ne signifie pas ignorer le fait que leurs effets ont été très limités et totalement insuffisants. Il ne faut pas oublier que la législation actuelle continue de protéger

les intérêts des propriétaires au détriment du droit au logement.

La clé pour pouvoir articuler la lutte syndicale avec la lutte institutionnelle et les améliorations législatives est de comprendre ces dernières non pas comme une fin en soi, non pas comme une possible solution réelle au problème du logement, mais comme un autre outil de l'action

“ *Les améliorations législatives, la lutte pour un programme qui élève le niveau de conscience, l'action syndicale et la pression institutionnelle font partie de la lutte politique qui est menée à tous les niveaux et contre tous les maillons de l'État.* ”

syndicale, comme une amélioration du rapport de force en faveur des locataires, outil qui sert de base pour promouvoir les conflits suivants contre les bailleurs et préparer le prochain cycle de luttes. Les améliorations législatives, la lutte pour un programme qui élève le niveau de conscience, l'action syndicale et la pression institutionnelle font partie de la lutte politique qui est menée à tous les niveaux et contre tous les maillons de l'État.

La grève des loyers

Une grande partie du succès des mobilisations d'octobre et de novembre 2024 réside précisément dans leur capacité à mettre en avant des revendications

et un programme ressentis comme légitimes par de larges couches de la classe ouvrière, notamment la nécessité d'une baisse urgente et radicale des prix des loyers (minimum 50%), une mesure totalement inacceptable pour le gouvernement. Dans le même temps, les mobilisations ont permis de dénoncer le fait que ce gouvernement soi-disant progressiste considère le logement comme une marchandise et légifère toujours en garantissant la pérennité de la propriété privée et ses profits. Enfin, elles ont mis en avant une nouvelle stratégie syndicale pour obtenir de manière autonome cette baisse des prix : la grève des loyers.

Mais la baisse des loyers n'est pas la seule mesure urgente. Les mesures suivantes, entre autres, sont nécessaires :

1. Des baux stables et de longue durée avec renouvellement automatique, qui permettraient des garanties à long terme pour pouvoir planifier et développer sa vie dans de bonnes conditions.

2. L'expropriation de tous les logements vides, touristiques et aux mains de fonds voutours, qui ne remplissent pas leur fonction sociale, afin de créer un parc de logements publics sous contrôle social.

3. Une véritable régulation du prix des loyers, qui tienne compte de la situation socio-économique des familles, et qui ajuste le prix des loyers à un maximum de 10 % du revenu.

Toutes ces mesures sont essentielles pour commencer à atténuer l'urgence en matière de logement dont nous souffrons depuis des années. Mais ne nous leurrions pas, la seule façon de garantir le droit au logement pour toutes et tous est de retirer le logement du marché et de mettre fin à la location en tant que méthode d'extraction de rentes sur le dos la classe ouvrière. Et cela ne se fera pas dans le cadre du système capitaliste.

Reconstruire la conscience de classe et combattre l'extrême droite

Au-delà de la nécessaire organisation des locataires pour améliorer leurs conditions matérielles, des organisations et structures comme les syndicats de locataires peuvent jouer un rôle clé dans la reconstruction de la conscience de classe, en articulant des secteurs importants de travailleuses dans leur complexité, avec une perspective féministe et antiraciste et en servant de bastion contre l'extrême droite.

Il est important de mettre au centre, comme cela a été souligné à d'autres occasions, qu'il n'existe pas de classe de locataires. Les locataires sont un secteur de la classe ouvrière, dont la position de classe est conditionnée non seulement par l'exploitation du travail, mais aussi par le manque de contrôle sur leur logement, tout comme c'est le cas pour les personnes ayant un emprunt ou qui vivent dans des squats. Contrairement à ceux qui parlent d'une question générationnelle, nous considérons qu'il s'agit d'une confrontation entre la classe ouvrière et les intérêts des rentiers, qui constituent une fraction centrale de la bourgeoisie de l'État espagnol.

Le potentiel du mouvement du droit au logement nous offre la possibilité de construire un syndicalisme capable de contrecarrer la dynamique imposée par le marché, en rassemblant les secteurs les plus appauvris et ceux qui, sans être soumis à la précarité maximale, subissent quotidiennement l'exploitation rentière. Les syndicats de locataires ont aujourd'hui l'obligation de travailler – en articulant les conflits et l'organisation par l'expérience de la lutte – à la construction d'un mouvement de masse capable d'intégrer la majorité des personnes qui louent leur logement.

L'augmentation du coût de la vie, l'expulsion des voisins de nos quartiers, la prolifération des appartements touristiques, la dégradation et la marchandisation systématiques des services publics, sont aussi une conséquence du processus de marchandisation de nos quartiers, directement lié à l'offensive rentière. Mais cette situation offre aussi des possibilités au mouvement du logement et à toutes celles qui, dans la gauche révolutionnaire, estiment nécessaire de constituer un bloc politique et social en rupture avec la politique de dialogue social. Dans le cas du logement, il s'agit d'élargir notre champ d'action à l'ensemble de la classe ouvrière, notamment à celles qui possèdent une maison et y vivent, et dont les intérêts sont plus proches de ceux des personnes qui n'ont pas le contrôle de leur logement, que de ceux des 6 % de la population qui tirent une rente par la location.

Face aux réactionnaires

D'ailleurs, le conflit de classe sur le logement est l'un des fers de lance de l'extrême droite à travers le squadrisme des sociétés de desokupación [sociétés privées qui proposent des solutions rapides et efficaces

pour expulser les occupants illégaux], générant des réponses sécuritaires à des paniques inventées – en descendant acheter son pain on peut retrouver son logement squatté – et comme outil de reproduction de classes moyennes en voie de paupérisation, dans la lutte de l'avant-dernier contre le dernier. Alors que l'extrême droite cherche à fragmenter la classe ouvrière sur la base de questions telles que la nationalité ou la race, le syndicalisme – en général – permet d'unifier la classe ouvrière dans son ensemble dans la lutte.

La meilleure façon d'affronter les positions réactionnaires de certains secteurs des classes moyennes est l'unification des classes populaires avec un programme politique qui propose des solutions universelles au problème du logement, en reconnaissant la diversité de la classe ouvrière et en soulignant la nécessité de mettre en avant des principes antiracistes et féministes.

Un combat féministe

Dans le domaine du logement, ceci est très visible car les secteurs migrants – qui sont souvent en marge des circuits politiques – s'organisent aux côtés des secteurs non migrants, parfois dans des situations moins précaires. En générant des communautés et des processus de lutte collectifs, la population native blanche cesse de considérer les personnes migrantes comme un « autre » et les considère comme faisant partie du même sujet. Tout cela avec la présence d'un grand nombre de femmes comme protagonistes principales.

Ce n'est pas un hasard : la maison est encore l'espace que le patriarcat et le capitalisme réservent aux femmes, qui continuent d'accomplir la plupart des tâches nécessaires à la reproduction sociale. Pour beaucoup d'entre elles, le foyer reste un espace de responsabilité et de travail, mais aussi d'épanouissement personnel. De plus, lorsqu'elles sont expulsées de leur logement, elles ne sont pas seulement expulsées du foyer, mais aussi d'une communauté. C'est aussi pourquoi, lorsqu'il s'agit de défendre la maison et ce qu'elle contient, ce sont les femmes qui sont en première ligne.

Si souvent les hommes occupent davantage d'espace dans les assemblées des syndicats de locataires, chaque semaine de plus en plus de femmes prennent en charge leur propre conflit, menant et gérant leurs propres dossiers, ajoutant cette surcharge aux tâches de soins et au travail pour gagner leur vie. Dans une culture et une

économie néolibérales qui nous veulent seules et impuissantes, où chacune doit se sauver elle-même, ce sont les voisins qui se soutiennent et s'appuient mutuellement pour aller là où l'État ne va pas, tandis que le système poursuit ses attaques.

La résistance contre les expulsions et la lutte pour un logement décent pour toutes placent la vie au centre et concentrent l'attention sur

la reproduction sociale. On remet en cause les règles du marché et de la spéculation immobilière, qui font passer le profit économique avant les besoins humains et la préservation de la vie, on

crée des liens avec les luttes féministes contre l'embourgeoisement et la destruction des quartiers populaires, on résiste à la marchandisation de l'espace public. La lutte pour le logement doit incarner ce syndicalisme féministe et militant qui fait face à l'attaque néolibérale contre la reproduction de la vie, en construisant des alliances avec les travailleuses domestiques, les travailleuses du sexe, les dissidentes sexuelles et de genre, les femmes migrantes et racisées, et toutes celles qui subissent de plein fouet la crise de la reproduction sociale.

Nouveaux défis pour le syndicalisme du logement

Pour conclure, nous pensons qu'il est important de souligner les principaux défis que les syndicats de locataires, et le mouvement dans son ensemble, doivent relever dans les années à venir pour être capable d'apporter une réponse générale au problème du logement. Tout d'abord, nous devons développer et affiner l'outil de la grève des loyers afin qu'il soit réellement utile et nous permette de remporter de nouvelles victoires et des réductions de prix à grande échelle, tout en étant capable de profiter des moments d'irruption politique. En outre, nous devons aller au-delà des syndicats de locataires existants, en pariant sur le développement de nouvelles organisations de locataires au niveau territorial et national et en

faisant un pas de plus pour surmonter la fragmentation entre locataires et propriétaires occupantes sous emprunt, et créer un syndicalisme du logement capable d'apporter une réponse globale.

En premier lieu, il faut dire que la grève des loyers est déjà en cours. Des centaines de locataires de Nestar, organisées avec le Sindicato de Inquilinas de

Madrid, ont déjà cessé de payer une partie de leurs loyers pour lutter contre les abus de ce fonds vautour ; de même, les locataires de La Caixa mènent une grève totale des loyers, avec le Sindicato de Llogateres de Catalunya, pour récupérer l'IBI [*Impuesto sobre Bienes Inmuebles*, taxe foncière locale

qui touche chaque bien immobilier], prélevé frauduleusement. L'organisation de *blocs en lutte* a rendu possibles des grèves actives à Madrid et en Catalogne, tirant parti de la composante collective de ces grèves et portant directement atteinte aux grands fonds vautours. C'est une attaque directe contre le capital immobilier et cela permet aussi d'arracher des victoires, comme l'élimination des clauses abusives, qui démontrent l'efficacité de la lutte collective.

Le syndicat des locataires de Madrid a mis en avant la grève des loyers à l'approche de la manifestation du 13 octobre, et cette possibilité s'est imposée dans les médias, suscitant l'horreur et à l'indignation des rentiers, mais aussi la curiosité ou l'enthousiasme de beaucoup de locataires. La grève est utile comme élément d'agitation et comme horizon vers lequel marcher, étant entendu qu'elle doit être la conséquence d'un processus de luttes ascendantes, qui en crée les possibilités à partir d'expériences concrètes de grèves, partielles ou totales, dans des blocs immobiliers verticaux, pour gagner des conflits et une légitimité tout en étendant l'organisation et le slogan à chaque quartier et en améliorant notre rapport de forces. La grève des loyers ne peut être une proclamation symbolique : si elle est déclarée, c'est pour être gagnée.

Mais outre le développement de la grève des loyers, les syndicats de locataires doivent être capables de profiter

du moment présent. Comme nous l'avons déjà mentionné, les syndicats ont su construire des organisations stables, inscrites dans le temps long, et ce grâce à des plans structurés, des paris à long terme et une méthodologie claire. Cependant, à l'heure où la question du logement fait irruption sur la scène politique et médiatique, il est essentiel d'avoir l'audace de prendre l'initiative, car la situation politique actuelle exige des réponses rapides afin de profiter d'un moment d'élan politique et de mobiliser les masses en allant au-delà de l'action quotidienne.

Affronter le capitalisme

D'une part, cela permet d'interpeller l'État avec des mots d'ordre programmatiques, comme l'expropriation des logements vides, touristiques et temporaires, tout en élevant le niveau de conscience général et en faisant appel à la nécessité de s'organiser. La remise en cause de l'État est essentielle si l'on comprend que la rente est un des éléments structurels de la construction du capitalisme dans l'État espagnol qui, bien qu'il puisse se manifester sous différentes formes – locations saisonnières, touristification, logements vides... –, répond à la même dynamique spéculative de hausse généralisée des prix.

Le fait que la rente soit un problème répandu renvoie à la question du pouvoir politique et à la question de l'État, qui, en fin de compte, détient la capacité politique d'intervenir et d'orienter la société dans son ensemble. C'est pourquoi il est important qu'au-delà de la formation et du développement des syndicats de locataires dans tous les territoires, ceux-ci soient capables de s'articuler et de se coordonner entre eux, en formant une organisation confédérale, qui améliore notre rapport de forces lorsque nous affrontons chacune des institutions de l'État, en maintenant une orientation totalisante envers les gouvernements en tant que principaux responsables de la situation du logement.

Mais l'objectif ne devrait pas seulement être de faire un saut organisationnel au niveau territorial, mais de faire le saut vers un syndicalisme du logement intégral, qui traite de tous les problèmes – location, squat, logement insalubre, prêts immobiliers – et qui serait capable d'unir et de donner des réponses efficaces à l'ensemble de la classe ouvrière qui n'a pas le contrôle de son logement.

Actuellement, la location est un point

Le bruit des porte-clés est récurrent dans les manifestations. © Víctor Serri | Direct



de départ pour organiser le conflit autour de la non-maîtrise du logement. D'une part, il s'agit d'un secteur numériquement très important de la classe ouvrière et, d'autre part, c'est celui qui souffre le plus des problèmes de marchandisation du logement. De plus, l'instabilité des contrats, qui permet des augmentations abusives ou des expulsions de familles régulièrement, avec seulement quelques années d'intervalle, conduit à une lutte dynamique et efficace contre le système rentier.

Cependant, nous devons faire appel à l'ensemble de la classe ouvrière qui n'a pas le contrôle de son logement, en comprenant qu'en fin de compte le problème central réside dans sa marchandisation. Il est essentiel de développer un programme qui s'adresse à tous ces secteurs de manière universelle afin d'éviter la confrontation entre proprié-

taires endettés, locataires et squatteurs, dont l'intérêt commun est de faire en sorte que le logement soit un bien universel et non une marchandise. Il s'agit donc également d'une avancée politique, qui unifie, par le biais d'un programme concret, les demandes et les besoins de celles et

“ Il est essentiel de développer un programme qui s'adresse à tous ces secteurs de manière universelle afin d'éviter la confrontation entre propriétaires endettés, locataires et squatteurs, dont l'intérêt commun est de faire en sorte que le logement soit un bien universel et non une marchandise. ”

ceux que le marché et l'État cherchent à diviser. Avancer dans la construction d'un bloc politique de la classe ouvrière qui, à travers l'expérience du conflit du logement, rompt avec la stratégie du dialogue social et conçoit la politique comme une prise de conscience de nos propres capacités à construire une alternative sociale, culturelle et politique au capitalisme.

Selon nous, cette unité n'est possible qu'à travers la lutte commune et une expérience commune qui met en avant la nécessité impérieuse et l'urgence d'articuler une alternative politique qui, sur

la base commune de la réponse anticapitaliste à l'ensemble du système de domination et d'exploitation capitaliste, articule dans le domaine du logement une réponse programmatique écosocialiste comme tremplin pour une confrontation directe contre tous les partis du régime et de l'État, dans leurs propres institutions. Il y a déjà de nombreux exemples où, en l'absence d'un outil politique propre à partir duquel affronter sans concessions les partis de la rente et de la spéculation immobilière, on nous présente comme alternative principale la délégation à ceux qui, au mieux, assument une gestion critique de la crise capitaliste. Mais nous sommes conscientes que l'un des slogans historiques du mouvement du logement, *vivienda universal y de calidad*, « un logement universel et de qualité », n'a aucune chance de se concrétiser sous la botte du capitalisme. Cela nous impose à toutes la tâche d'avancer vers cela en combinant les conquêtes quotidiennes avec la construction d'un bloc social et politique qui fasse sienne cette idée et qui soit prêt à se battre pour elle dans tous les domaines de la lutte des classes. ■

Février 2025

Congrès du PSOE : Ce n'est pas en resserrant les rangs autour du leader qu'on fait barrage à la droite

Le récent congrès du PSOE, le 41^e, s'est déroulé dans un contexte international et géopolitique de plus en plus instable, et dans un moment où les médias et la justice se concentrent sur la corruption, la nouvelle ombre qui plane sur ce qu'on appelle le « sanchisme » (1), en particulier l'affaire qui concerne l'ancien numéro deux du parti, José Luis Ábalos.

Par
Jaime Pastor

Dans ces conditions, le déroulement du Congrès réuni à Séville était prévisible : faire une grande démonstration de cohésion autour du leader charismatique et de son *Manuel de résistance* (2), et réaffirmer le pari de jouer à fond la carte du chantage (« l'arrivée de la droite et de l'extrême droite ») afin de discipliner ses partenaires au gouvernement et au Parlement. Sánchez cherche ainsi à atteindre son objectif : conserver la Moncloa (3) jusqu'en 2027 et, malgré les mauvaises prédictions

des sondages, remporter les prochaines élections. Comme on pouvait s'y attendre, il n'y a pas eu le moindre soupçon d'autocritique sur les politiques menées ces dernières années, ni même sur sa coresponsabilité dans l'inertie face à la tragique catastrophe de la DANA (4), bien que les reproches aient émané de secteurs très différents, et même de certains de ses partenaires, comme Compromís et Podemos.

Rhétorique social-libérale, assistance précaire et euro-atlantisme

Si nous nous penchons sur le document-cadre du Congrès, intitulé « Espagne 2030. Un socialisme qui avance, une Espagne qui dirige », on peut y entrevoir quelques signes d'une rhétorique plutôt radicale contre les « super-riches », en défense de la « classe moyenne et ouvrière », mais peu de nouveauté programmatique. En effet, le document commence par annoncer quatre défis majeurs à l'horizon 2030, ce qui semble très lointain par ces temps de *poussée réactionnaire* : développer un modèle de *croissance* différent et faire face à l'urgence climatique (il faudrait expliquer en quoi le premier et le second peuvent être compatibles...), faire face à la transformation de l'ordre mondial et enfin répondre à la « *montée des valeurs autoritaires et de l'internationale de l'ultradroite* ».

S'ensuit une tentative de magnifier les « *impossibles que nous avons réalisés* »



Jaime Pastor

Jaime Pastor est maître de conférences en sciences politiques à la retraite, militant d'Anticapitalistas, section espagnole de la IV^e Internationale et membre de la rédaction de *Viento Sur*. Traduit par Gilbert Guilhem. Photo © Albert Salamé.

dans la dernière période (en premier lieu avec la réforme du travail, pourtant bien limitée) et l'annonce des « *impossibles que nous réaliserons* » (avec le projet, difficilement viable avec ses alliés PNV et Junts (5), de bouclier constitutionnel des conquêtes sociales), pour passer ensuite à la définition d'un projet national à dix objectifs. Le premier d'entre eux (« Une économie plus compétitive, juste et durable ») fixe le cadre dans lequel devront s'insérer les suivants : la réduction du temps de travail, une éducation de qualité, un logement pour tous, la lutte contre toutes les inégalités, un État « autonome » renforcé, une démocratie pleine et entière pour faire face à la désinformation, la vocation au leadership du projet européen, le soutien à la (fausse) « *solution à deux États en Israël et en Palestine* », et le renforcement de l'« *autonomie stratégique* » de l'UE en matière de défense avec l'alibi de la guerre en Ukraine.

Outre la mesure la plus médiatisée de réduction du temps de travail, dont

1) *Sanchismo*, la méthode de gouvernement de Pedro Sánchez, le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et actuel président du gouvernement espagnol.

2) *Le Manuel de résistance* (*Manual de resistencia*) est un livre de Pedro Sánchez, publié en février 2019. Il s'agit d'une autobiographie politique où il raconte son parcours personnel et sa trajectoire au sein du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), et son attitude face aux crises internes du parti et aux difficultés politiques.

3) La Palais de la Moncloa est le siège de la présidence du gouvernement espagnol.

4) La DANA (« *depression aislada en niveles alto* », ou « *dépression isolée à niveau élevé* » en français) est un phénomène météorologique également appelé « goutte froide ». Il s'agit du passage d'une masse d'air très chargée en humidité qui condense brutalement. Ce phénomène dû au réchauffement des océans et des zones polaires a provoqué de terribles destructions à Valence en novembre 2024.

5) Le PNV, Partido Nacionalista Vasco, est un parti nationaliste basque et Junts per Catalunya est le parti indépendantiste fondé par Carles Puigdemont. Tous deux sont d'orientation de droite.

il reste à connaître le contenu concret, figurent parmi les nouveautés qui pourraient retenir l'attention : la création d'un « siège citoyen » au Congrès et au Sénat afin que des représentants de la société civile puissent y intervenir, le droit de vote dès l'âge de 16 ans et la convocation de conventions citoyennes délibératives, l'interdiction de la transformation des logements résidentiels en logements touristiques et saisonniers, la création d'un office public de construction de logements sociaux et l'obligation que les emprunts et les loyers ne dépassent pas 30 % des salaires, la réforme du système de financement des régions (avec une formulation suffisamment floue pour satisfaire toutes les baronnies...) ou l'abrogation de l'accord de 1979 avec l'Église catholique sur les questions culturelles et éducatives...

Certaines de ces promesses sonnent comme une simple redite de celles figurant déjà dans les Congrès précédents, en même temps qu'elles mettent en évidence le peu d'attention accordée à la politique migratoire mortifère (il y est simplement mentionné la nécessité d'un « modèle d'immigration qui garantisse un flux constant ») ou l'absence d'une politique fiscale allant au-delà d'une référence à l'obligation (comment ?) pour les grandes entreprises de partager une partie des profits scandaleux réalisés au cours des dernières années (6). Sans parler de l'abrogation toujours repoussée de la loi bâillon (7) et de la loi sur les secrets d'État ; de la réforme, démocratique et urgente, du système judiciaire (où en est cette promesse du « renouveau démocratique » ?) ; de l'absence de précision sur ce que pourrait signifier « approfondir le processus de fédéralisation de l'État » ; ou, *last but not least*, du silence absolu sur le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, confirmant une fois de plus sa complicité avec le régime répressif marocain (8).

Par ailleurs, il faut noter le triomphe des féministes dites *classiques* avec leur amendement visant à empêcher l'inclusion des Q+ aux côtés des LGTBI. Un résultat obtenu grâce au lobby emmené par l'ancienne vice-présidente Carmen Calvo et finalement voté en plénière avec

Le président du gouvernement, Pedro Sánchez, lors de l'inauguration du 41^e congrès fédéral du PSOE au Palacio de Congresos y Exposiciones, le 30 novembre 2024 à Séville (Andalousie, Espagne). © Joaquín Corchero – Europa Press.



un très faible taux de participation (9). Cette décision représente un sérieux recul dans la reconnaissance de la diversité, contribue à promouvoir la transphobie, renforce la droite dans sa *guerre culturelle* et éloigne le PSOE d'une position faisant l'objet d'un large consensus dans l'ensemble du mouvement féministe, notamment parmi ses nouvelles générations.

Une domination fragile

Bref, Sánchez a profité du Congrès pour exiger la loyauté de l'appareil militant face au harcèlement judiciaire, politique et médiatique qu'il subit, surtout depuis l'approbation de la loi d'amnistie (tout en cherchant à faire oublier qu'il n'a

pas protesté, et a même été complice, lorsque le harcèlement visait le nationalisme catalan et Podemos). En même temps, il propose un projet de gouvernement suffisamment ambigu sur les questions fondamentales qui l'opposent au PP pour tenter d'attirer une partie de son électorat et même de rétablir un bipartisme avec ce parti au nom du *sens des responsabilités*

vis-à-vis de l'État. Une tâche difficilement réalisable, comme on le voit avec l'urgence migratoire aux Canaries, puisque le PP reste sous la pression non seulement de Vox (prêt à revendiquer sans complexe l'héritage de la dictature franquiste à l'approche du 50^e anniversaire de la mort de son fondateur), mais aussi de la présidente de la Communauté de Madrid, Isabel Díaz Ayuso, l'un et l'autre renforcés par

la victoire électorale de Trump. De plus, étant donné l'hétérogénéité de ses alliés au parlement, on ne peut pas prévoir si certaines des lois et mesures *progressistes* promises, à commencer par leur inscription au budget, vont se concrétiser.

Ainsi, nous allons nous retrouver avec un PSOE qui va poursuivre sur la voie d'un *réformisme sans réformes* structurelles qui remettent en cause les intérêts du grand capital et les fondements du régime monarchique dont ce même parti a été et est toujours un pilier fondamental. Ce n'est pas par cette voie que l'on pourra endiguer la menace, réelle, du bloc réactionnaire, ni même, malgré les *bonnes* données macroéconomiques, atténuer l'aggravation des inégalités.

6) C'est ce que critique Andreu Missé : « La réforme fiscale réalisée par le gouvernement (PSOE et Sumar) et ses partenaires est minimale. Il s'agit plutôt d'une succession de rustines. L'accord conclu au Congrès a approuvé l'impôt sur les banques, sur l'augmentation des revenus du capital, les hydrocarbures et le tabac. Mais il a dû renvoyer la taxe sur l'énergie à une nouvelle loi. Et les impôts sur l'immobilier (Socimis), les assurances privées, les produits de luxe et le diesel ainsi que la TVA sur les appartements touristiques ont été écartés », « Insolidaridad de bancos y energéticas », *Alternativas económicas*, décembre 2024, 130, p. 3).

7) Ley Mordaza est le surnom donné à la Loi de sécurité citoyenne adoptée en 2015 sous le gouvernement du Parti populaire (PP). Elle comprend des sanctions contre les manifestations non autorisées devant des bâtiments publics, l'interdiction de filmer les forces de l'ordre, sous peine d'amendes élevées, des amendes pour outrage aux forces de l'ordre, même sans violence physique, l'expulsions express des migrants aux frontières de Ceuta et Melilla.

8) « El PSOE omite las palabras "Sáhara Occidental" en la Resolución de su 41 Congreso al referirse a la excolonia española », *Contramutis*, 5 décembre 2024.

9) « L'histoire derrière les amendements du PSOE sur les acronymes LGTBIQ+ », Ana Requena et José Enrique Monrosi, 3 décembre 2024.

“Le PSOE va poursuivre la voie d'un réformisme sans réformes structurelles qui remettent en cause les intérêts du grand capital et les fondements du régime monarchique.”

Dans le meilleur des cas, le PSOE pourra tenter de neutraliser les conflits sociaux en répondant à certaines demandes, comme dans le cas de la lutte pour un logement décent ; mais il sera difficile d'y parvenir si la taxe sur les loyers saisonniers n'a pas avancé au Parlement.

L'impasse stratégique dans laquelle s'est engouffré le PSOE n'est pas étrangère à l'évolution qui caractérise depuis longtemps un social-libéralisme atlantiste qui a tendance à perdre de sa centralité dans de nombreux pays, comme aujourd'hui en France et très probablement en Allemagne après les élections générales de février. Dans ce contexte, dans le cas de l'Espagne, la *résilience* du gouvernement apparaît de plus en plus comme une anomalie permise parce qu'il a réussi en même temps à annuler le potentiel « rupturiste » des partis qui ont émergé à sa gauche – Podemos puis Sumar – et à maintenir une politique de pactes avec les forces non étatiques, principalement au Pays basque et en Catalogne, en échange de modestes concessions.

Cependant, cette politique de la peur face au *danger majeur* ne durera pas éternellement, alors que le malaise social et la désaffection politique, aujourd'hui accentués par les conséquences de la catastrophe de la DANA, ne cesseront de croître. Ce n'est pas la politique de ce gouvernement qui empêchera le bloc réactionnaire de capitaliser sur la diffusion de l'*antipolitique* parmi de nouveaux secteurs de l'électorat.

La peur de la démocratie interne

Sur le plan organisationnel, la consolidation d'un modèle de parti basé sur un *césarisme* de plus en plus renforcé autour du *leader maximo* est également devenue évidente, comme l'a déjà critiqué l'un des rares délégués du courant

Izquierda Socialista présents au Congrès, Manuel de la Rocha Rubí (10) : Selon lui, une démonstration claire d'une « peur de la démocratie » s'est manifestée par « le refus même de débattre de la gestion gouvernementale lors du Congrès, violant un principe démocratique de base et un article clé de nos statuts ». Et la subordination totale du parti au gouvernement a été instaurée, d'une manière d'autant plus visible que le nombre de ministres faisant partie du nouveau Comité exécutif fédéral est important. Au bout du compte, conclut-il, « la position du parti est fixée par le gouvernement et non l'inverse, sans même la possibilité de s'influencer mutuellement ».

Le cas de Madrid, avec la démission forcée de Juan Lobato du poste de secrétaire général du Partido Socialista de Madrid, indépendamment de ce qu'on pense de son comportement dans l'affaire du compagnon de Díaz Ayuso (11), est un autre exemple clair de ces pratiques, et Izquierda Socialista de Madrid a critiqué à juste titre (avec le slogan « *La forme compte* » !) l'interdiction des réunions visant à mettre sur pied une autre candidature face à celle, officielle, dirigée par l'actuel ministre Oscar López.

Au bout du compte, selon la maxime *faire de nécessité vertu*, on assiste au triomphe d'un modèle de leadership plébiscitaire qui n'aspire qu'à rester au gouvernement, au prix de quelques concessions à ses alliés dans des domaines qui ne touchent pas au noyau dur de l'économie politique dictée par l'Union européenne, notamment à travers la Commission européenne et la Banque centrale européenne.

Le vide à gauche

À ces sombres perspectives s'ajoute l'absence tragique de forces politiques, à la gauche du PSOE, capables de construire une alternative pour affronter les politiques de division des classes populaires menées par la droite. Mais aussi de construire une alternative au social-libéralisme déclinant de Sánchez. Ni Sumar – qui s'accommode de

plus en plus des limites fixées par la Moncloa et l'UE – ni Podemos – en dépit de ses efforts actuels pour apparaître hypercritique à l'égard d'un PSOE avec lequel il aspire malgré tout à gouverner – n'ont désormais la crédibilité pour constituer un pôle de référence dans la lourde tâche de recomposer une gauche désireuse de tirer les leçons du

cycle ouvert par le 15M et le processus catalan afin de tracer une voie de refondation qui ne soit pas subordonnée à la politique institutionnelle.

Sur le terrain social, les directions des grands syndicats, CCOO et UGT, elles-mêmes inféodées au gouvernement, n'apparaissent pas non plus aujourd'hui comme étant le cadre

de référence d'une recomposition d'un mouvement ouvrier prêt à affronter un patronat et un grand capital de plus en plus enclins à favoriser l'arrivée au gouvernement du bloc réactionnaire.

Néanmoins, les mobilisations pour un logement décent – véritable expression, dans la quasi-totalité de l'État espagnol, d'une lutte de classe qui s'attaque directement au capitalisme rentier –, l'admirable élan de solidarité envers la population de Valence et d'autres régions du pays face à la catastrophe écosociale de la DANA, les diverses formes de résistance dans différents secteurs tels que la santé et l'éducation, ou la solidarité avec la Palestine constituent des signes d'espoir pour montrer qu'un nouveau cycle de mobilisations à gauche, partant de la base, peut s'ouvrir dans la période à venir. C'est à partir de ces expériences que nous devons apprendre à rechercher de nouvelles formes de convergence, dans les luttes et dans les débats entre des collectifs d'action renouvelés. Et lancer avec eux de nouvelles initiatives permettant de construire un front politique et social commun, capable de faire face à la menace réactionnaire et d'accumuler un potentiel anti-hégémonique à partir des quartiers et des lieux de travail. C'est seulement ainsi que nous pourrions remettre au centre la nécessité d'une stratégie de transition écosociale et de rupture démocratique avec ce régime et le bloc de pouvoir qui le soutient. ■

Le 7 décembre 2024

10) « Congreso socialista y crítica a la gestión », eldiario.es, Manuel de la Rocha Rubí, 6 décembre 2024.

11) Juan Lobato a démissionné en novembre 2024 de son poste de secrétaire général du PSOE de Madrid après une polémique liée à la gestion d'informations concernant Alberto González Amador, le compagnon d'Isabel Díaz Ayuso, présidente de la Communauté de Madrid. Lobato avait révélé des informations sensibles sur lui, alimentant des accusations de fraude fiscale. Face à la pression interne et pour éviter la division, il a choisi de partir. Díaz Ayuso, figure clé du Parti Populaire, est connue pour sa gestion libérale, son opposition à l'indépendantisme catalan et sa gestion de la pandémie.

RDC : un conflit aux multiples implications

Les prises de Goma et Bukavu, capitales régionales respectivement du Nord et du Sud Kivu à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) par le Mouvement du 23 mars (M23) fortement soutenu par les Forces rwandaises de défense (FRD), constituent certainement un tournant pour la RDC.

Par
Paul Martial

Les raisons du conflit sont multiples et ne peuvent se résumer au dessein d'une mainmise sur les nombreuses mines d'or, de coltan, de l'étain et du tungstène de la RDC. Ce conflit qui dure maintenant depuis trois décennies est toujours animé par les mêmes acteurs, indépendamment des changements de noms des groupes armés. Une autre constante, effroyable, est la souffrance infligée aux populations civiles dont la grande majorité va de camps de réfugiés en refuges humanitaires pour échapper aux guerres, aux pillages et aux massacres. Cette belligérance de trente ans est la cause du décès de plusieurs millions de personnes, décès liés directement aux multiples batailles ou aux maladies et à la malnutrition.

Ces guerres incessantes s'expliquent à l'aune de deux compétitions. La première est régionale et mêle intérêts économiques et enjeux géostratégiques. La seconde, moins évoquée, est locale et est en relation avec l'accession à la terre. Une question centrale qui doit être abordée à partir de la politique coloniale de la Belgique qui a régné sur le Congo, le Rwanda et le Burundi.

Compétition régionale

Félix Tshisekedi, président de la RDC en 2019 à l'issue d'un scrutin contesté avec raison, a mené une politique d'alliance diplomatique avec le Rwanda et l'Ouganda. Ces deux pays frontaliers de la région Est de la RDC ont soutenu par le passé des interventions armées contre Kinshasa. Bien que Tshisekedi ait promis au Rwanda une relation économique forte, il a privilégié l'Ouganda. Ce pays investit alors dans les infrastruc-

tures de transports avec la construction de routes sur deux axes Kasindi-Beni-Butembo et Bunagana-Goma l'autorisant à tirer profit de l'activité économique du Nord et Sud Kivu. Ce choix va être vivement contesté par Paul Kagamé, président du Rwanda. Il n'accepte pas la marginalisation de son pays au profit de l'Ouganda avec lequel il entretient des relations difficiles.

La faiblesse de la RDC

Quelques mois plus tard, le groupe armé M23, qui avait déjà servi en 2012, va être réactivé et doté d'une aile politique, l'Alliance du Fleuve Congo (AFC). Epaulé par les éléments des FRD, le M23/AFC, au cours des deux années de guerre, va conquérir une grande majorité du Nord et Sud Kivu avec une relative facilité. Les forces armées de la RDC (FARDC) sont dans l'incapacité de contenir l'offensive. C'est la conséquence de nombreuses défaillances de la chaîne de commandement et de la corruption des officiers. À cela s'ajoute le manque d'homogénéité des bataillons, dû aux difficultés d'intégration des groupes armés, contrepartie aux différents accords de paix signés au cours des années. Les soldats congolais, mal équipés, peu payés, avec une logistique défaillante sont totalement démotivés. En réalité, Les FARDC sous-traitent en grande partie la guerre à différentes milices qui se



Paul Martial

Paul Martial, militant de la IV^e Internationale en France, est membre de la rédaction d'*Afriques en lutte*.

sont regroupées sous le nom de *Wazalendo* (signifiant patriotes en kiswahili).

La célèbre citation de Marx « *l'histoire se répète en deux temps, la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce* » convient parfaitement à la tentative de Tshisekedi de rééditer l'opération

qui eut lieu en 2013 où les troupes conjointes d'Afrique du Sud, de Tanzanie et du Malawi, sous les couleurs de la mission onusienne de la MONUSCO, avaient réussi à mettre en déroute le M23. En parallèle, les pays occidentaux avaient exercé des pressions financières sur le Rwanda. Mais, depuis, les condi-

tions politiques ont changé et les différentes démarches restent vaines.

La montée en puissance du Rwanda

Tshisekedi avait requis à maintes reprises le départ de la MONUSCO, considérée

“ *Le Rwanda a tissé des liens avec les principales capitales européennes. Acceptant d'être le pays d'accueil pour les demandeurs d'asiles pour le compte de la Grande-Bretagne, participant aux opérations de l'ONU... ou approuvant la fermeture de l'USAID par Trump.* ”

République démocratique du Congo

comme inefficace. Se ravisant, il demandera à sursoir à son départ espérant une aide de la mission onusienne contre le M23/AFC.

Le Rwanda a su tisser des liens avec les principales capitales européennes. Acceptant d'être le pays d'accueil pour les demandeurs d'asiles pour le compte de la Grande-Bretagne, même si ce projet n'a pu se réaliser, il est l'un des principaux contributeurs aux forces de maintien de la paix onusiennes et participe à la sécurisation des installations pétrolières dans le Nord du Mozambique, à Cabo Delgado. Il représente une place stable pour la vente des minerais, vitaux pour la transition énergétique et, cerise sur le gâteau, il est le seul dirigeant africain à approuver la fermeture de l'USAID par Trump.

La recherche désespérée d'un soutien militaire de la RDC

Félix Tshisekedi va s'échiner à trouver des pays acceptant de prêter main-forte aux FARDC. Il s'oriente vers le Kenya, profitant des bons rapports entretenus avec Kenyatta, qui participera d'ailleurs au financement de sa candidature en 2018. Il obtient l'intervention militaire de ce pays d'Afrique de l'Est. Une intervention qui n'est pas désintéressée car Kenyatta est très présent dans le secteur bancaire et voit là une occasion pour s'implanter dans un bassin économique où seulement 10 % de la population possède un compte bancaire. Mais, alors que des troupes de l'armée kenyane commencent à débarquer en RDC, le Kenya change de président. Le nouvel élu William Ruto est réticent à cette opération et utilisera tous les moyens dilatoires pour éviter une confrontation militaire avec le M23/AFC et le Rwanda.

Le président congolais se tourne alors vers les pays de l'Afrique australe. L'Afrique du Sud répond positivement en envoyant près de 3 000 hommes. Une occasion pour elle de participer à l'exploitation minière et d'affirmer son rôle de leadership du Continent. Cet envoi de troupes n'aura que peu d'impact sur le déroulement de la guerre. Par contre, en Afrique du Sud, la mort de

14 soldats a suscité débat et opposition à l'intérieur du pays. Ceci vaudra aussi une brouille diplomatique entre Kagamé et le président sud-africain Cyril Ramaphosa.

La Tanzanie préfère jouer un rôle de médiateur en organisant à Dar es Salam le dernier sommet regroupant l'ensemble des protagonistes. Pour ce pays, les enjeux

économiques sont importants car à l'intérieur de la Communauté d'Afrique de l'Est, la RDC est devenue son premier marché d'exportation.

L'Ouganda joue un double jeu. Il défend publiquement la souveraineté de la RDC mais assure dans le même temps une neutralité

bienveillante au M23/AFC, voire même un soutien en accordant au groupe armé l'utilisation de son territoire pour des opérations de logistique.

Seul le Burundi se tient au côté de la RDC en y mettant les moyens, près de dix mille hommes, mais cela reste faible face aux hommes aguerris du M23/AFC et aux forces spéciales sur équipées de l'armée rwandaise. Le Burundi est avant tout préoccupé par ces forces stationnant à quelques centaines de mètres sur la partie ouest de sa frontière avec la conquête du Sud Kivu et de sa capitale Bukavu.

Le gouvernement burundais dirigé par des Hutu est issu d'une sorte de coup d'État qui a mis à mal l'architecture gouvernementale prévoyant une collégialité entre Tutsi et Hutu dans la gestion du pouvoir, suite aux Accords d'Arusha en 2000. Évariste Ndayishimiye, président du Burundi, a obtenu des autorités congolaises la possibilité de combattre son opposition armée, notamment la Résistance pour un État de droit au Burundi (RED-Tabara) qui opère à l'intérieur de la RDC et qui fut un temps soutenue par le Rwanda. La prise du Sud Kivu par le M23/AFC se proclamant les défenseurs des Tutsi représente un danger potentiel pour la dictature burundaise.

Les desseins du Rwanda

Il y a donc une vraie compétition géostratégique et économique entre les pays pour se placer en position de leader dans le

processus d'intégration du marché régional de l'Est de la RDC. Ce processus implique l'exploitation des minerais, leur transport et surtout le traitement et la vente. Le Rwanda a l'ambition d'être la plaque tournante de cette économie mais d'autres pays comme l'Ouganda ou même la Tanzanie restent des concurrents sérieux.

À l'aspect économique s'ajoute pour le Rwanda une spécificité liée au génocide des Tutsi en 1994. Paul Kagamé motive son soutien au M23/AFC par sa volonté d'éradiquer les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe armé hutu formé d'anciens génocidaires qui a pu se constituer à l'ombre de l'opération Turquoise de l'armée française, présentée comme une intervention humanitaire. Ces FDLR ont mené des incursions armées au Rwanda et pouvaient représenter un danger dans la période immédiate du génocide. Aujourd'hui et depuis bien longtemps, ce n'est plus le cas. Avec moins d'un millier d'hommes, ils survivent dans l'Est de la RDC et servent le plus souvent de supplétifs aux forces armées de RDC. Une situation dénoncée par Kagamé. Elle lui permet en même temps de diffuser en interne une idéologie de citadelle assiégée favorisant la dictature qu'il a établie. Depuis trente ans au pouvoir, il a remporté les dernières élections avec un score de 99,15 %. Les opposants sont soit traités de génocidaires, soit exécutés y compris dans leur exil. Pour le Rwanda, l'est de la RDC ne représente pas seulement des opportunités économiques réelles mais aussi une nécessité d'instaurer une profondeur stratégique pour le pays.

Compétition locale

Les facteurs internes de la crise de la RDC sont souvent ignorés et pourtant restent essentiels pour comprendre la continuité des groupes armés, tous soutenus par le Rwanda, qui ont égrené les années depuis maintenant trois décennies. L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) en 1996 puis le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) en 1998, le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) en 2006, le M23 en 2012 et maintenant le M23/AFC ont tous eu dès le départ comme principal souci l'accès à la terre.

Manipulations coloniales

C'est une problématique qui prend ses racines dans la politique coloniale de la Belgique. Cette dernière a régulièrement

modifié la périphérie de l'administration des chefferies en Afrique centrale. Soit elle les a regroupées, soit elle en a créé de nouvelles selon les nécessités de sa politique. Ces chefferies ont un rôle important car ce sont elles qui octroient les parcelles de terre.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, les autorités coloniales ont pallié le manque de main-d'œuvre pour le travail dans les plantations en faisant venir près de 100 000 Rwandais, essentiellement des Hutu, au Congo. Pour un meilleur contrôle de cette population, une chefferie a été instituée par les colons avec à sa tête un Tutsi. Cette chefferie installée en plein milieu du territoire Buhunde n'a eu de cesse de provoquer des tensions. Elle a été abolie par les Belges en 1957, arrétant du même coup la possibilité pour les populations issues du Rwanda d'accéder à la terre.

L'accès à la terre

Une seconde vague d'immigration a eu lieu, composée par des Tutsi qui fuyaient les persécutions des nouveaux dirigeants Hutu lors du processus d'indépendance du Rwanda. Ils arrivent dans une RDC en proie à des soubresauts lors de son indépendance en 1960. Ce contexte favorisera en 1963 la guerre de Kanyarwanda qui dura trois ans. Elle opposera les communautés Hunde et Nande, qui se considèrent comme les autochtones, aux Hutu et Tutsi. Avec l'arrivée de Mobutu au pouvoir et sa politique de zaïrianisation, la terre appartient désormais à l'État. Ce changement ouvre des opportunités pour les Tutsi. Une population souvent bien formée lui permettant d'occuper des postes importants dans l'administration et ainsi de par leur fonction acquérir des grands domaines fonciers en s'exonérant du pouvoir des chefferies traditionnelles. Depuis, il existe une contestation permanente sur la légitimité des titres fonciers d'autant qu'actuellement coexistent deux types de législation, celle de l'État et la coutumière.

Bien que les contextes en RDC aient varié, la permanence demeure dans la politique des différents groupes soutenus par le Rwanda, le souci et la volonté de la sécurisation de la propriété foncière controversée des Tutsi.

Si indéniablement la question de l'exploitation des minerais devient centrale aujourd'hui dans le conflit armé entre Rwanda et RDC, ce ne fut pas toujours le cas. Lors de leur conquête territoriale, les dirigeants du Rassemblement congolais

pour la démocratie (RCD) et du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) ont institué une administration dans la région du Kivu qui a permis à ces dirigeants et leurs proches d'acquérir des biens fonciers par des achats, même si parfois les vendeurs n'étaient pas forcément volontaires pour vendre leur terre.

Risque d'extension du conflit

C'est exactement ce qu'est en train de faire le M23/AFC. Il remplace les autorités régionales du Kivu par ses hommes, indiquant que son projet s'inscrit dans la durée. Ignorant les appels au cessez-le-feu du sommet de Dar es Salam, les troupes rwandaises et du M23/AFC ont pris Bukavu, la capitale du Sud Kivu.

Dans les territoires conquis, les nouveaux dirigeants mènent une politique de normalisation brutale donnant 72 heures aux réfugiés des camps situés autour de Goma pour qu'ils regagnent leurs villages, indépendamment de la situation sécuritaire. De nouveau, des centaines de milliers de personnes affaiblies, parfois malades vont se retrouver sur les routes.

Renverser le pouvoir

Est-ce que le Rwanda se contentera d'une forte présence dans l'est de la RDC, profitant des richesses minières du pays, ou l'objectif final sera-t-il le renversement de Tshisekedi en s'alliant à l'opposition ? Un élément de réponse réside peut-être dans la création de l'AFC, une structure qui a l'ambition de fédérer au moins une partie des opposants de Tshisekedi.

Ainsi l'AFC a mené ce travail. Elle a réussi par exemple à intégrer la Coalition des patriotes résistants congolais (PARECO) présente dans le Nord Kivu, les Twiraneho au Sud Kivu qui est un groupe d'auto-défense des Banyamulenge, des Tutsi qui sont en RDC bien avant la période coloniale, les Forces de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) dont les anciens chefs ont été condamnés par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité, et bien d'autres de moindre importance. Des personnalités politiques comme Adam Chalwe, ancien dirigeant du parti de Joseph Kabila, ex-président congolais, ou l'ancien porte-parole du mouvement de Jean-Pierre Bemba, ont rejoint aussi l'AFC.

Félix Tshisekedi est très affaibli, pas seulement à cause des conquêtes territoriales du M23/AFC, mais aussi par sa volonté de modifier la Constitution, ouvrant la possibilité qu'il puisse concourir à un troisième mandat présidentiel, ce qui rencontre une large désapprobation dans le pays.

Cornille Nangaa, le dirigeant de l'AFC, a de nouveau exprimé son objectif de « libérer tout le Congo ». Une volonté de réitérer la prise du pouvoir en 1997 par l'AFDL, soutenue par le Rwanda et l'Ouganda, qui avait renversé Mobutu, engendrant rapidement un conflit régional sur le sol congolais.

Une situation qui n'est pas à exclure avec la possibilité d'affrontements directs entre le Burundi et le Rwanda et un risque d'extension de la guerre entraînant de nouveau des centaines de milliers de victimes parmi les populations civiles. ■

Le 15 février 2025



Un soldat du M23 (à gauche) escorte des soldats du gouvernement et des policiers capturés. © Photo AP

Manifestations étudiantes en Serbie : « Le mouvement ne peut pas se permettre de s'arrêter maintenant »

Le 28 janvier, le mouvement de protestation de masse en cours en Serbie a renversé le gouvernement, inaugurant ainsi le plus grand défi au régime autoritaire d'Aleksandar Vučić, en place depuis plus de dix ans.

Par
Vladimir Unkovski-Korica

La chronologie des événements est désormais bien connue des lecteurs des médias occidentaux. Le 1^{er} novembre, l'auvent de la gare ferroviaire s'est effondré à Novi Sad, tuant 15 personnes. Alors que le pays se remet encore d'une fusillade de masse dans une école en mai 2023, de nombreuses personnes sont entrées en état de choc et de deuil après cette dernière catastrophe. Mais quelque chose a changé, le 22 novembre, lorsque les sbires du régime ont attaqué un rassemblement d'étudiant-es et de membres du personnel de la Faculté d'art dramatique de l'Université de Belgrade en hommage aux victimes de l'effondrement de Novi Sad.

Vers un mouvement de masse

Dans les jours qui ont suivi, le blocus des facultés s'est étendu à d'autres établissements d'enseignement supérieur et technique. Les étudiant-es ont formulé plusieurs revendications, notamment la demande de publication de tous les documents relatifs à la reconstruction de la gare de Novi Sad, mais aussi l'abandon des poursuites contre les manifestant-es arrêté-es, la poursuite des fonctionnaires subalternes qui ont agressé physiquement

les manifestant-es et une réduction de 20 % des frais de scolarité.

Un mois après l'attaque du 22 novembre, le mouvement avait pris de l'ampleur. Les trois quarts des établissements d'enseignement supérieur étaient occupés. De plus, l'esprit de révolte s'est emparé des élèves du primaire et du secondaire ainsi que de leurs enseignant-es. Déjà en conflit avec l'État, les enseignant-es ont défié les lois sur le service minimum et leurs directions syndicales compromises, en entrant, dans de nombreux cas, en grève illimitée.

Les grèves ont également touché d'autres secteurs, de manière inégale : les travailleur-ses des médias, les chauffeur-es de bus, les avocat-es et même des groupes de mineurs ont exprimé leur soutien aux revendications des étudiant-es. En outre, une campagne de désobéissance civile s'est répandue dans tout le pays. Le blocage des routes et des autoroutes est devenu la tactique favorite du mouvement, rejoint par les agriculteur-trices.

Le 22 décembre, 100 000 personnes ont manifesté à Belgrade pour la plus grande manifestation de masse depuis la chute de Slobodan Milošević en octobre 2000. Si le gouvernement espérait que le mouvement s'arrêterait après la période des fêtes, il s'est trompé. L'initiative « Stop, Serbie ! » – une réponse au groupe parlementaire au pouvoir « La Serbie ne doit pas s'arrêter ! » – a donné lieu à plus de 231 manifestations locales.



Vladimir Unkovski-Korica

Vladimir Unkovski-Korica est membre du comité éditorial de *LeftEast* et de Marks21 en Serbie. Historien et chercheur, il est actuellement maître de conférences en études politiques et internationales à l'université de Glasgow. Il est l'auteur de *The Economic Struggle for Power in Tito's Yugoslavia: From World War II to Non-Alignment* (2016). Texte traduit en français par Catherine Samary à partir de sa publication dans *LeftEast*. Initialement publié sur *Counterfire*. ©Photo Davor Konjikušić.

Le mouvement a culminé le 24 janvier avec ce qu'on a appelé une « grève générale », une journée de grèves et de protestations qui a coïncidé avec le boycott séparé, mais aussi massif, des chaînes de vente au détail, non seulement en Serbie, mais aussi dans les pays voisins, le Monténégro, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine du Nord, tous devenus des États indépendants de la Yougoslavie dans les années 1990.

Participant-es à la grève générale en Serbie, à Belgrade, le 24 janvier 2025. Sur la banderole, on peut lire : « Seuls les étudiants sauvent les Serbes ». © SergioOren / Wikimedia commons.



Crise gouvernementale

Quelques jours plus tard, lors d'un blocage de 24 heures du carrefour routier le plus fréquenté de Belgrade, des partisans du régime ont sauvagement battu un étudiant à Novi Sad, ce qui a accru les tensions. Le gouvernement du Premier ministre serbe Miloš Vučević a démissionné le lendemain, tandis que le président Vučić s'adressait à la nation, annonçant la grâce des manifestant-es et un remaniement gouvernemental, en attendant de nouvelles élections.

Vučić a déclaré que les appels à la transparence avaient été satisfaits par la publication de milliers de pages de documents, une affirmation démentie par une étude réalisée par la Faculté de génie civil de l'Université de Belgrade. Vučić a rejeté les appels de l'opposition à la mise en place d'un gouvernement de transition composé d'experts en attendant de nouvelles élections, ce qui illustre le niveau de pression auquel il est soumis.

Plutôt que d'apaiser les tensions, la démission du gouvernement et la nervosité de l'homme fort du régime semblent avoir enhardi le mouvement étudiant, qui a organisé une marche massive sur les 80 kilomètres reliant Belgrade à Novi Sad, où des dizaines de milliers de manifestant-es ont bloqué les trois ponts sur le Danube, le 31 janvier.

Mais cette initiative a suscité un soutien plus profond. Les habitant-es des villes et des villages situés le long du parcours de la marche sont descendu-es dans la rue pour saluer les étudiant-es et ont organisé des

barbecues en guise de soutien. Les associations de taxis ont également promis des dizaines de véhicules pour aider au transport des étudiant-es vers Belgrade après la manifestation de Novi Sad.

De son côté, Vučić a parcouru le pays, saluant des foules de moins en moins nombreuses, et dans lesquels des personnes, encouragées par situation, l'ont défié ouvertement. Assailli, Vučić affirme que l'État est menacé de l'extérieur et de l'intérieur. Il affirme que tout changement de gouvernement mettrait à mal le succès de son modèle économique basé sur les investissements directs à l'étranger (IDE). La Serbie a attiré un record de 5 milliards d'euros d'IDE l'année dernière, ce qui en fait un leader régional et l'une des économies européennes les plus dynamiques depuis la pandémie de Covid-19.

Soutien de l'étranger

Mais qui pourrait bien vouloir renverser un gouvernement qui rencontre autant de succès ? Les grandes puissances se sont empressées ces dernières semaines d'apporter leur soutien à Vučić. Le directeur général de la Commission européenne pour l'élargissement, Gert Jan Koopman, a déclaré que l'UE « n'acceptera ni ne soutiendra un changement de pouvoir violent en Serbie ». Kaja Kallas, la chef de la diplomatie européenne, a fait des déclarations similaires.

Pendant ce temps, l'envoyé présidentiel spécial de Donald Trump pour les négociations de paix en Serbie et au Kosovo entre 2019 et 2021, Richard Grenell, a fait remarquer que les États-Unis ne soutenaient pas « ceux qui sapent l'État de droit ou qui prennent le contrôle par la force des bâtiments gouvernementaux », tandis que Moscou a dénoncé une « révolution de couleur » et que Pékin a souligné la capacité de Belgrade à préserver la paix et la stabilité.

Tout cela reflète le succès relatif de la politique internationale équilibrée de Vučić. Tout en courtisant les investissements chinois faisant de la Serbie le partenaire clé de la Chine dans son initiative 14+1 visant à promouvoir les relations commerciales et d'investissement entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale, Vučić a promis les gisements de lithium serbes à la multinationale anglo-australienne Rio Tinto pour fournir l'Union européenne.

Ces dernières années, les Émirats arabes unis ont également investi dans le front de mer de Belgrade, tandis que Jared Kushner, le gendre de Trump, cherche à réaliser un projet d'hôtel de luxe à Belgrade sur le site de l'ancien siège de l'armée, bombardé par l'OTAN en 1999, et qui sert depuis lors de lieu de souvenir officiel.

Les grandes puissances se bousculent pour prendre position en Serbie, mais n'ont aucune raison de précipiter la chute de Vučić. Cependant, elles n'ont pas d'alliés permanents dans le pays, seulement des intérêts, et elles continueront à les défendre, que Vučić reste au pouvoir ou non.

Étant donné l'ampleur des troubles géopolitiques autour de la mer Noire – avec la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la Géorgie, la Syrie, le Liban, la Roumanie, la Moldavie et la Bulgarie – qui menacent d'aggraver l'instabilité régionale, un changement de gouvernement chaotique en Serbie ne serait avantageux pour personne.

Opposition à domicile

Pourtant, la population serbe se révolte. Pour le comprendre, il faut souligner que, malgré une forte croissance du PIB serbe, proche de 4 % l'an dernier, le niveau de vie se dégrade. Le pays se classe 34^e sur 41 pays européens dans un

“La Serbie a perdu 7 % de sa population entre 2011 et 2022, reflétant un exode massif vers l'étranger.”

classement établi par la *World Population Review* en avril 2024.

Si les salaires moyens ont considérablement augmenté ces dernières années, le coût de la vie a lui aussi augmenté, en raison de l'inflation de la demande, de l'énergie et des monopoles. L'inflation alimentaire a fait que le prix des produits de première nécessité a presque doublé depuis 2021. Les disparités salariales régionales se creusent et un taux de chômage élevé de plus de 8 % persiste. Ce n'est pas un hasard si la Serbie a perdu 7 % de sa population entre 2011 et 2022, reflétant un exode massif vers l'étranger.

Ces statistiques ne suffisent pas à expliquer pourquoi le peuple serbe se révolte. En fait, tous les projets d'investissement mentionnés ci-dessus, liés à la Chine, à Rio Tinto, à l'UE, aux Émirats arabes unis et aux États-Unis, ont tous été confrontés à une opposition massive sous une forme ou une

autre, en raison de leur impact destructeur sur les tissus sociaux, les conditions environnementales, la dynamique urbaine et les équilibres régionaux.

Depuis 2014, la colère grandissante des Serbes a donné lieu à d'importantes vagues de protestations, mais cette colère

n'a guère été exprimée politiquement. Malheureusement, l'opposition politique serbe reste dominée par une variété de forces libérales ou nationalistes conservatrices qui n'offrent pas

grand-chose en termes de programme de transformation. Ce n'est pas un hasard si le parti de Vučić continue de devancer tous les groupes d'opposition dans les sondages ou si sa méthode éprouvée pour surmonter le mécontentement populaire consiste à renvoyer aux urnes.

Son pouvoir y est plus solide que dans la rue, où le sentiment populaire n'est pas encadré par les canaux étroits de la démocratie représentative. Ma

domination du parti au pouvoir sur les emplois du secteur public, les médias, le système judiciaire, le processus électoral et, en fin de compte, l'appareil répressif de l'État signifie que la stabilité du régime est assurée par le recours aux élections, alors que la sphère publique est le terrain favori de la contestation.

Et ensuite ?

Le mouvement étudiant, fer de lance du mouvement populaire de ces derniers mois, a montré une remarquable capacité à surmonter les manœuvres du régime. Sa détermination à maintenir ses revendications a déjà vaincu plusieurs tentatives gouvernementales de calmer le mouvement de protestation par la carotte et le bâton.

Mais le moment viendra bientôt où la question du pouvoir politique se posera. Le pays est de plus en plus ingouvernable et Vučić a montré qu'il comprenait que sa position est menacée, évoquant la possibilité d'un référendum sur son mandat, ou de nouvelles élections. Le mouvement ne peut pas se permettre de s'arrêter maintenant. Il doit se débarrasser de Vučić et se battre pour le pouvoir.

“ Depuis 2014, la colère grandissante des Serbes a donné lieu à d'importantes vagues de protestations, mais cette colère n'a guère été exprimée politiquement. ”

Cacak, Serbie - 26 janvier 2025 : « Nous n'avons pas de plan B, mais nous détruisons le plan A ». © Dejan Krsmanovic / Wikimedia Commons.



Pour y parvenir, le mouvement doit revendiquer son indépendance par rapport aux forces politiques existantes. Sans une vision alternative de la société, cela s'avèrera difficile. Certains secteurs du mouvement ont déjà commencé à accepter l'appel de l'opposition à un gouvernement d'experts, en attendant de nouvelles élections. Une telle éventualité laisserait pourtant intacts de nombreux intérêts bien ancrés et ne remettrait pas en cause les inégalités de classe en Serbie, sans parler des tentacules profonds des grandes puissances dans la politique serbe.

Comme l'a montré Vincent Bevins dans son livre *If We Burn: The Mass Protest Decade and the Missing Revolution*, les mouvements de masse ont dominé la décennie 2010-2020, mais leurs aspirations ont rarement été satisfaites, dans le monde entier. L'une des principales raisons est la faiblesse de la gauche et de sa vision stratégique au sein des mouvements eux-mêmes. La Serbie ne fait pas exception à la règle, et sa gauche est faible et atomisée.

Mais le mouvement de masse en Serbie a permis d'obtenir des acquis qui méritent d'être défendus dans les semaines, les mois et les années à venir. Par leurs méthodes de décision populaires construites dans le feu de la lutte, comme les plénums ou les assemblées générales, les étudiant-es ont jeté les bases d'une démocratisation future des institutions universitaires. Les travailleur-ses en grève voient également de plus en plus la nécessité de démocratiser les syndicats, de remplacer les responsables compromis par des éléments plus combattifs et de mettre en place des réseaux militants de base capables d'agir indépendamment de leurs dirigeants-es.

En outre, la popularité de la revendication de grève générale et l'esprit combatif de certains secteurs de la classe ouvrière, qu'on n'avait pas vus depuis la chute du régime de Slobodan Milošević, représentent un saut dans la conscience populaire. La volonté de mener des actions dans les entreprises avec des objectifs politiques, en complément et en renforcement des formes de désobéissance civile de masse, suggère qu'une conscience de classe rudimentaire, mais réelle, est en train de prendre forme.

Alors que la Serbie entre dans une période d'instabilité politique plus longue, reflétant une plus grande

“Le moment viendra bientôt où la question du pouvoir politique se posera. Le pays est de plus en plus ingouvernable.”

incertitude internationale, la gauche du pays a une occasion sans précédent de s'enraciner plus profondément dans la classe ouvrière et de lutter pour une société plus démocratique et plus juste. En reliant les revendications les plus progressistes des précédentes

vagues de protestations – en faveur des libertés démocratiques, de la protection de l'environnement et du bien commun – au cri collectif actuel pour la justice, la gauche peut montrer que le problème est bien plus large que la corruption et construire des organisations et des institutions capables d'offrir un véritable changement. ■

Chronologie de la lutte

Extrait de « Student Revolt in Serbia: Vučić's Nemesis? », Ivaylo Dinev, publié par *LeftEast*, avec l'autorisation du Center for East European and International Studies. Traduit par Catherine Samary.

L'ampleur et l'intensité de ce mouvement sont sans précédent dans l'histoire récente de la Serbie – et dans toute l'histoire des mouvements étudiants en Europe. Les étudiant-es ont obtenu un large soutien dans le monde universitaire et au-delà. Environ 5 000 professeur-es d'université ont signé une lettre de solidarité en ligne et, à la fin du mois de décembre 2024, 85 universités – soit 74 % de celles du pays – s'étaient jointes aux manifestations. Des agriculteur-trices ont bloqué la principale autoroute de Serbie en décembre, et des artistes, des élèves du secondaire, des enseignant-es, des syndicats de l'éducation, des avocat-es et des associations de médias ont également exprimé leur soutien, 73 écoles ayant suspendu leurs cours en solidarité avec les étudiant-es.

Dans le cadre de la campagne « Zastani, Srbijo » (« Stop, Serbie »), des personnes sont descendues dans les rues de 58 villes du pays et ont observé 15 minutes de silence en mémoire des 15 victimes de la tragédie de Novi Sad. Le 22 décembre 2024, environ 100 000 personnes se sont rassemblées sur la place Slavija à Belgrade pour la plus grande manifestation organisée en Serbie depuis vingt ans. Les étudiant-es, rejoint-es par des agriculteur-trices, des syndicats et des groupes d'opposition, portaient des banderoles avec des messages tels que « vos mains sont ensanglantées », « Les étudiants ne se taisent pas » et « La corruption tue ».

Il n'y a aucun signe de reflux des protestations depuis le début de l'année. Aux dernières nouvelles, le nombre de villes où des manifestations ont eu lieu s'élevait à 151. Le 24 janvier, les étudiant-es ont appelé à une grève générale, ce qui a entraîné des manifestations dans tout le pays et la suspension des cours dans 68 % des lycées et 48 % des écoles primaires. La diaspora serbe et des célébrités ont également apporté leur soutien, notamment le joueur de tennis Novak Djokovic, qui a exprimé sa solidarité avec les manifestant-es lors de l'Open d'Australie.

Le mouvement étudiant a adopté une approche participative, évitant une direction centralisée et l'influence des partis politiques. Dans les universités occupées, les étudiant-es tiennent des assemblées générales où tou-t-es les participant-es peuvent voter. Cette stratégie a conféré au mouvement crédibilité et authenticité, l'aidant à se répandre dans toute la Serbie.

Une enquête menée par le Centre pour la recherche, la responsabilité et la transparence (CRRT), fin décembre 2024, a montré l'ampleur du soutien public dont bénéficie le mouvement : 61 % des citoyen-nes soutiennent les manifestations et 58 % d'entre eux estiment que le désir des étudiant-es d'obtenir la transparence sur la tragédie de Novi Sad est sincère. Seuls 33 % considèrent que les manifestations font partie d'une conspiration menée par des « ennemis intérieurs et extérieurs » pour déstabiliser la Serbie. L'enquête a également révélé une désillusion généralisée à l'égard du dirigeant serbe : 52 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles voteraient contre le président Aleksandar Vučić lors d'un référendum, tandis que 34 % seulement ont exprimé leur confiance en lui.

Le 4 février 2025

Un capitalisme en crise, prédateur et autoritaire

Le capitalisme est en crise profonde, avec des taux de croissance extrêmement faibles. C'est le support de politiques résolument antisociales, de plus en plus autoritaires et prédatrices, à l'image des premiers mois de la présidence Trump.

Entretien avec
Romaric Godin

Lorsque nous t'avions contacté, le point de départ de notre questionnement était la situation économique en Europe. Depuis, l'arrivée de Trump contraint à observer la situation plus globalement.

La situation européenne se comprend dans un contexte beaucoup plus global. C'est une particularité de l'époque : il y a encore des forces de dissociation assez fortes au sein du capitalisme même si on sort d'une période de mondialisation et d'interdépendance de tous les capitalismes. Il est assez difficile de comprendre de façon autonome les dynamiques dans chaque région.

Que peut-on dire sur la situation économique de l'Europe, la croissance, ou plutôt la quasi-récession qui la touche ?

Regardons les dynamiques à long terme de la croissance pour ensuite revenir sur ce qui se passe actuellement. Il y a un ralentissement de la croissance mondiale sur les cinq dernières décennies. Dans les années 1960, la croissance mondiale calculée par la Banque mondiale était de 6,2 % par an en moyenne. Aujourd'hui, elle est autour de 3 %. En un demi-siècle, la

croissance mondiale a été divisée par deux, selon la Banque mondiale. Ça veut dire très concrètement que le rythme d'accumulation capitaliste a été divisé par deux. Il faut souligner cet élément peu discuté, parce qu'à gauche on se focalise souvent sur l'accroissement des richesses de la classe capitaliste, et à droite on se rassure en considérant que la croissance se poursuit.

Mais la dynamique de fond est celle d'un ralentissement de la croissance, dans les pays avancés et particulièrement en Europe occidentale. Dans cette dernière, elle se situe autour de 1 % (l'Espagne étant un cas particulier). Le rythme de la croissance a été divisé par 6, c'est un ralentissement extrêmement fort et continu : lors de la première crise des années 1970, on passe de 6 % à 3-4 %, il y a une petite réaccélération à la fin des années 90, et on descend autour de 2 % avant la crise de 2008. Depuis la crise de 2008 – avec des différences selon les pays – on est entre 0 et 1 %. En France, la dernière fois qu'on a dépassé les 2 % de croissance, c'était 2017 et c'était la seule année entre 2008 et 2024.

“ Toutes les promesses qui reposent sur un redémarrage de la croissance, et toutes les politiques qui ont été menées pour faire redémarrer la croissance n'ont permis en réalité que de freiner la décélération, mais ne l'ont pas arrêtée. ”

Il s'agit donc de niveaux de croissance historiquement faibles. 1 % de croissance pour une économie comme la France, c'est proche de la stagnation et c'est d'autant plus vrai qu'on ne voit pas de dynamique de reprise, même si on a pu y croire après la crise sanitaire. Mais dans la plupart des pays occidentaux et en Europe occidentale en particulier, le PIB réel est maintenant en dessous de la tendance



Romaric Godin

Romaric Godin est journaliste à *Mediapart*, ancien rédacteur en chef adjoint au quotidien financier français *la Tribune*. Il codirige aux éditions La Découverte, avec Cédric Durand, la collection « Économie politique » et est l'auteur de *La guerre sociale en France, Aux sources économiques de la démocratie autoritaire* (2019, 2022) aux éditions La Découverte. Propos recueillis par Antoine Larrache et Jan Malewski.

d'avant la crise sanitaire et encore plus par rapport à la crise de 2008. Pour la France, on se retrouve à 14 % en dessous de la tendance d'avant 2008. Pour les pays de l'OCDE, le décalage est de 9,5 %.

C'est un tableau extrêmement important, parce que ça signifie que toutes les promesses qui reposent sur un redémarrage de la croissance, et toutes les politiques qui ont été menées pour faire redémarrer la croissance – les politiques de répression sociale et les politiques de soutien à l'activité, les subventions directes au secteur privé, les politiques monétaires – n'ont permis en réalité que de freiner la décélération, mais ne l'ont pas arrêtée.

La situation européenne est donc celle d'une croissance extrêmement faible, y compris en termes de PIB par habitant – et là c'est valable y compris pour l'Espagne, qui a actuellement une croissance de 3 %, mais une stagnation de son PIB par habitant depuis dix ans. Il n'y a pas de création intrinsèque de valeur.

Nous sommes donc dans une situation de quasi-stagnation et certains pays sont carrément en stagnation. C'est le cas de l'Allemagne – la première économie de la zone euro et la troisième économie mondiale – quasiment en stagnation depuis 2018, soit 7 ans. Son PIB réel a augmenté de 0,7 % sur cette période. C'est le fruit d'un mouvement de fond général propre au capitalisme mondial et le capitalisme européen se situe à l'avant-poste de ce ralentissement mondial.

Certaines économies s'en sortent un peu mieux parce qu'elles profitent de quelques avantages. Les technologies permettent aux États-Unis de capter un peu plus de valeur et leur puissance impérialiste leur donne accès à des marchés. La Chine utilise la puissance de son État pour investir sur des technologies nouvelles et des infrastructures, et le coût du travail y est encore très faible. Certains pays, comme l'Indonésie, combinent un faible coût du travail et la présence de matières premières. Il y a donc encore des zones en croissance, mais cette croissance est souvent insuffisante pour les pays en question, et d'autres zones en pâttissent : c'est comme si le gâteau ne grossissait plus suffisamment vite... cela conduit à des problèmes dans la répartition des parts.

On se retrouve dans cette situation de quasi-stagnation, avec des perspectives de croissance quasi inexistantes. Quels seraient les moteurs aujourd'hui de la croissance européenne et française ? En France, l'impact de l'industrie, contrairement à ce que raconte le gouvernement, reste extrêmement faible. C'est une niche, centrée sur quelques secteurs qui peuvent doper les chiffres comme les plomber. Il y a le transport ferroviaire – quelques TGV sont vendus mais le secteur devient extrêmement concurrentiel, avec la présence de la Chine, de l'Espagne et de l'Italie – ou la construction de paquebots, mais c'est très limité, la moindre livraison produit une embellie conjoncturelle qui donne la possibilité au gouvernement de prétendre que sa politique fonctionne. Dans l'aéronautique, il y a une vraie dynamique, mais avec les conséquences environnementales que l'on sait.

L'essentiel de l'économie française aujourd'hui, c'est 55 % de consommation et 80 % de services marchands qui dépendent la plupart du temps de la consommation des ménages. La très faible croissance est achetée par l'État via des subventions, des baisses d'impôts massives

– entre 160 et 200 milliards par an – pour subventionner des embauches – donc un peu de redistribution de pouvoir d'achat – et de l'investissement qui souvent, parce qu'on est dans une économie tertiaisée, ne débouche pas sur des gains de productivité. C'est le point essentiel, qui est général au capitalisme contemporain mais très problématique pour l'Europe : ce ralentissement de la croissance a comme sous-jacent le ralentissement de la productivité.

Il y a deux façons de faire de la plus-value : la plus-value relative et la plus-value absolue. Si la plus-value relative est faible, c'est-à-dire si la productivité ne s'accroît pas – et en l'occurrence en France, en Allemagne, en Italie, il n'y a quasiment plus de gains de productivité –, la seule façon d'avoir, de produire de la plus-value est d'augmenter la plus-value absolue, c'est-à-dire augmenter le temps de travail, dégrader les conditions de travail, faire baisser le salaire horaire, etc. Le mantra de nos dirigeants, qui est de « travailler plus », vise ainsi à augmenter le temps de travail.

Mais même ça ne suffira pas, parce que les gains de productivité ainsi créés sont extrêmement faibles. Pour faire du profit, les solutions sont alors l'aide directe de l'État, la prédation des services publics, la prédation via des systèmes de rente (c'est ce qu'on voit par exemple avec les techno-

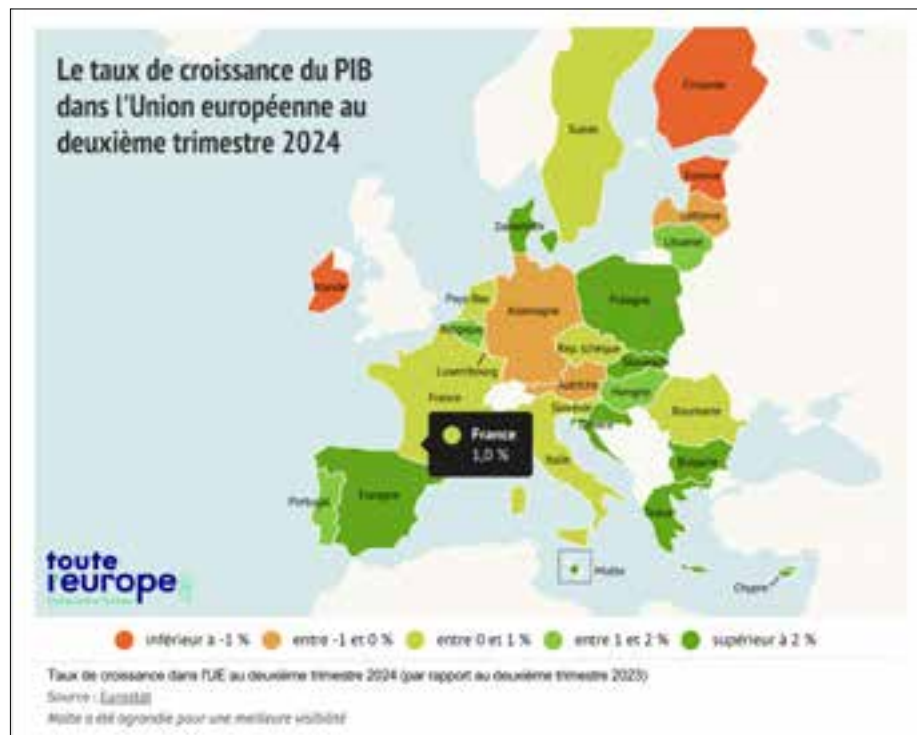
logies où on vous fait payer l'utilisation de vos propres données) mais aussi tout ce qu'on appelle en anglais les *utilities* (les services aux collectivités, l'eau, l'électricité, l'énergie...). La rente, ce sont ces pratiques qui consistent à vendre des abonnements pour n'importe quoi. On vous fait payer pour des choses que vous ne voulez pas acheter parce qu'on essaye de contourner le recours au marché pour avoir un accès direct à l'argent. Le but est de contourner en quelque sorte le schéma de production

de valeur traditionnel car il n'est plus capable de produire suffisamment de plus-value.

Ce développement du capitalisme de rente, cette prédation sur l'État dans des économies comme les économies européennes, qui dépendent beaucoup à la fois des transferts sociaux, des salaires, contribue à affaiblir la demande des ménages et à les insécuriser.

Ceux-ci voient leurs dépenses contraintes augmenter, se tournent vers une épargne de précaution et réduisent leur consommation « arbitraire », ce qui a pour conséquence, en retour, de réduire encore plus la croissance, en un cercle vicieux.

Dans le même temps, les investissements sont faibles et surtout de très mauvaise qualité. Le supposé boom de l'investissement qu'on observe dans les statistiques françaises entre 2018 et 2022 concerne quasiment exclusivement



“ En France, la très faible croissance est achetée par l'État via des subventions, des baisses d'impôts massives pour subventionner des embauches et de l'investissement qui ne débouche pas sur des gains de productivité. ”

des investissements de maintenance, sans effets durables. C'est un des cœurs du problème du capitalisme contemporain : la révolution technologique des années 1980 à 2000 n'a pas produit de gains de productivité. Lorsque les investissements ne produisent pas de productivité, vous vous retrouvez avec des dépenses qui ne produisent pas de valeur, vous vous êtes endetté et vous n'avez même pas les moyens de rembourser les dettes. C'est un peu la situation là dans laquelle on est maintenant, avec le développement de ce qu'on appelle les « entreprises zombies ».

Le deuxième élément très important, en particulier pour ce qui concerne l'Europe, c'est le cas de la dette, la dette publique comme la dette privée dont on vient de parler. Comme la dette privée finance des investissements non productifs au sens propre du terme – c'est-à-dire qu'ils n'améliorent pas ou pas assez les gains de productivité –, elle ne peut pas être remboursée et c'est donc la dette publique qui sert à soutenir une activité quasi factice. Cela existait depuis 2008 mais c'est devenu énorme avec la crise sanitaire : un soutien aux entreprises inconditionnel et général a été développé – un véritable soutien direct à leur taux de profit – et une partie du capital est devenue dépendante de ce soutien. Ce soutien se substitue à la production de valeur, il ne vient pas favoriser la production de valeur.

Par conséquent, il ne permet pas de nouvelles entrées fiscales. Les revenus fiscaux sont donc insuffisants pour faire face aux dépenses. C'est ainsi que la dette publique augmente et que la pression des marchés financiers se renforce sur les pays occidentaux, et singulièrement sur la France. On entre là aussi dans un cercle vicieux, avec une austérité qui freine encore la croissance.

Ce qu'on voit est un échec absolu des politiques néolibérales, de la promesse néolibérale selon laquelle en libéralisant le marché du travail on allait produire à la fois de l'emploi et de la croissance. En réalité on a produit de l'emploi mal payé, subventionné et très peu productif. Avec des emplois à faible productivité, vous ne pouvez pas augmenter les salaires.

Et lorsque vous avez une pression sur les transferts de fonds de l'État vers le secteur privé, une pression de la conjoncture ou n'importe quelle autre pression des marchés financiers sur la dette privée ou publique, c'est l'effondrement.

Vous vous retrouvez avec des emplois qui sont précaires non seulement dans le sens où on l'entend généralement, mais plus fondamentalement parce qu'ils dépendent d'un contexte où ces emplois ont un problème d'existence propre, lié à leur manque de rentabilité. À l'inverse de la période précédente, pendant laquelle la création d'emplois industriels créait des emplois extrêmement productifs, qui démultipliaient la plus-value. Aujourd'hui la plus-value extraite sur chaque emploi est extrêmement faible, c'est pour cela que tous les emplois sont subventionnés, et c'est pour cela que ceux qui nous dirigent disent qu'il faut baisser ce qu'ils appellent les charges

– les salaires socialisés, les impôts – et qu'ils exigent que l'État paie même une partie du salaire ! On a connu ça durant la crise sanitaire, où les États les payaient directement.

L'Europe est une version caricaturale de cette situation, mais

c'est un problème qu'on peut retrouver aux États-Unis, au Japon – déjà avant la crise –, d'une certaine façon en Chine... C'est un élément commun au capitalisme mondial, un capitalisme de stagnation qui se met en place. Des économistes indiquent que les rythmes de croissance actuels sont supérieurs à ceux de la fin du 19^e siècle. Mais depuis, l'accumulation s'est accélérée et revenir en arrière fragilise l'intégralité du système, qui est fait pour accélérer en permanence et non pour ralentir. Le rêve des économistes néo-classiques de « se poser en douceur » est impossible : dans le système capitaliste il n'y a pas d'équilibre possible, c'est un système de fuite en avant.

À la fin du 19^e siècle il y avait la possibilité de la prédation coloniale, qui s'est développée à une grande

vitesse, et cela n'existe plus de la même manière aujourd'hui.

Exactement. À la fin du 19^e siècle, il y a eu une grande crise entre 1873 et 1896. La réponse qui a été apportée par le capitalisme d'alors a été la prédation impérialiste. Mais il y a eu, en parallèle, une vraie révolution technologique, à la fin des années 1890, le moteur à explosion et l'électrification. Cela a mis 60 à 70 ans à se développer, jusqu'au développement des marchés de masse.

Le capitalisme survit parce qu'il y a, à un moment, un coup de dynamisme donné à la productivité par un changement technique ou plusieurs qui se combinent. C'était le grand rêve des néolibéraux avec l'ordinateur et internet.

Mais là, ça ne fonctionne pas...

Si ça avait fonctionné, on aurait des gains de productivité qui seraient au moins équivalents à ceux du moment où on a eu l'électrification et le moteur à explosion. Peut-être pas les 6 ou 7 % des années 1970, mais au moins des gains de productivité de 4 ou 5 %. Actuellement, des gains de productivité existent, mais ils sont limités à l'industrie et sont plutôt faibles. Mais le problème est qu'en parallèle, ce sont les secteurs les moins productifs qui se développent le plus rapidement et, dès lors, les gains de productivité globaux sont en baisse.

De nombreuses explications sont possibles. Aaron Benanav (*L'Automatisation et le futur du travail*, éditions Divergences, Quimperlé 2022) estime que c'est précisément la tertiarisation qui entraîne ces baisses de gain de productivité. Jason E. Smith (*Les capitalistes rêvent-ils de moutons électriques ?* Éditions Grevis, Caen 2021) distingue les services productifs et les services non productifs et place cette baisse de productivité dans une logique de réduction globale du taux de profit.

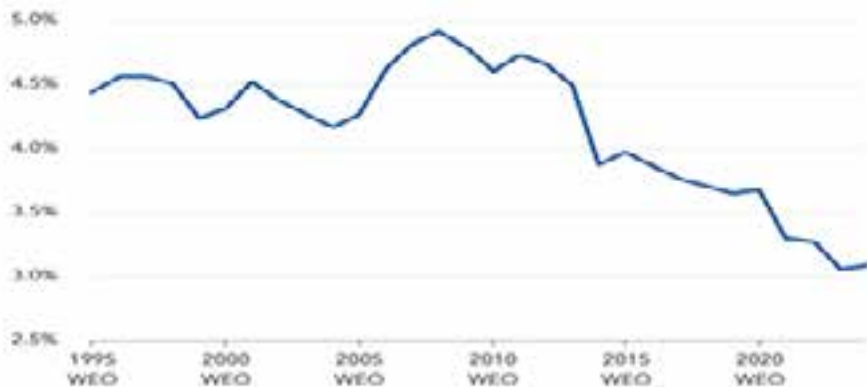
Ce développement des services non productifs est une réponse directe à l'affaiblissement de la croissance globale. Quand vous avez de moins en moins de croissance, vous avez deux formes de réponse possibles : la surveillance des clients et des travailleurs d'une part, et ce qu'il appelle la sphère de la circulation (le marketing, la publicité...), d'autre part. Ce sont des services complètement non productifs qui se payent sur la productivité que vous allez dégager « grâce à eux ». Mais c'est un poids pour le capital et ils

“ *La surveillance et la sphère de la circulation (le marketing, la publicité...) sont des services non productifs qui se payent sur la productivité. Mais c'est un poids pour le capital et ils conduisent, dans les faits, à une baisse de la productivité, qui pousse à développer ces services encore davantage.* ”

Baisse des perspectives de croissance

Les projections de croissance économique mondiale pour les cinq prochaines années n'ont cessé de diminuer depuis la crise financière mondiale.

Projections de croissance du PIB réel mondial à cinq ans



Les vecteurs sur l'axe horizontal se réfèrent à l'année où la prévision est faite. Par exemple, 2020 WEO est la projection faite en 2020 pour la croissance de l'année 2025.

conduisent, dans les faits, à une baisse de la productivité, qui pousse à développer ces services encore davantage.

Sans entrer dans les détails et dans les débats théoriques, la question est de savoir si cette baisse est une tendance lourde et irréversible ou – je sais que vous aimez bien Mandel – si on est dans une onde longue descendante et qu'une innovation technologique (par exemple l'IA) ou un autre facteur non directement économique est susceptible de faire repartir les gains de productivité au niveau économique général.

C'est là où j'ai des doutes. Parce que même si vous remplacez des juristes d'entreprise ou des conseillers commerciaux et financiers par de l'IA, vous rompez avec une promesse du capitalisme selon laquelle les salarié-es monteraient en gamme, que l'ouvrier dont le travail est mécanisé allait entrer dans un bureau. Aujourd'hui, la seule chose que les capitalistes ont à proposer comme débouché, ce sont précisément des emplois tertiaires bas de gamme. Par ailleurs, au niveau purement économique, comme tous ces emplois ne sont pas intrinsèquement très productifs, il est peu probable qu'on gagne beaucoup en productivité. C'est un élément important parce que les libertariens, les trumpistes et ce qui reste de néolibéraux vont essayer de nous faire croire qu'il y a encore un avenir dans le capitalisme.

Comment analyses-tu la vague de licenciements de novembre-décembre dernier ?

C'est extrêmement simple : après le Covid, il y a eu une augmentation de l'emploi assez importante, mais sans croissance,

dans le cadre d'une dégradation de la productivité. Ces emplois ne sont tenables que si, à un moment, vous avez une accélération de la croissance. Ils ont été créés grâce aux aides publiques, et la vague d'inflation qui, dans beaucoup de secteurs – notamment les secteurs de la distribution –, a permis de compenser la baisse des volumes par une augmentation des prix et donc une augmentation de leur marge.

Il y a eu donc eu une possibilité d'embaucher plus de gens que nécessaire, des salarié-es qui ne correspondaient pas du tout à la production. Certains employeurs ont dû vouloir profiter de l'aubaine des aides publiques pour améliorer l'outil au cas où il y aurait une accélération de la demande suite à la crise sanitaire. En 2021, une grande partie des gens y croyait : on

avait 6 % de croissance, on s'imaginait un retour aux années folles d'il y a un siècle, Bruno Le Maire nous disait que ça allait être formidable. Il ne faut pas exclure la possibilité que les capitalistes croient dans leurs propres discours et donc qu'ils aient anticipé une croissance forte. Mais cette croissance forte n'est jamais arrivée, les aides publiques doivent être redéployées pour des raisons budgétaires, la demande est quasi atone et tous ces emplois constituent un poids sur la rentabilité.

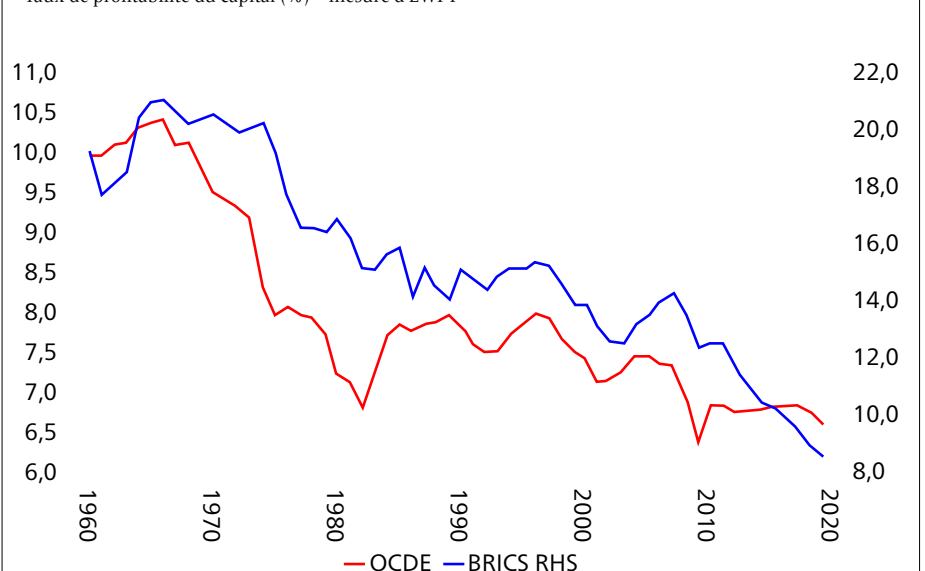
C'était des centaines de milliers de licenciements en France...

C'est énorme mais c'est logique : cette surembauche était une anomalie. Le taux de chômage anormalement bas au regard de l'activité globale du pays s'est traduit par une baisse de la productivité du pays et cette baisse de la productivité n'est tenable que si vous avez en contrepartie dans les années qui suivent une hausse équivalente ou supérieure. Cette hausse n'arrivant pas, vous avez des licenciements et une forme de retour à la normale.

Avec une réorganisation de la main-d'œuvre au passage, parce qu'ils ont recruté des plus jeunes et là ils vont virer les vieux...

Oui, on lisse : on retire les gros salaires et on garde les plus bas. Leur obsession est la plus-value absolue. Donc il faut prendre des gens avec des salaires horaires plus faibles et avec des contrats plus précaires ou en tout cas plus souples. Quand vous embauchez

Taux de profitabilité du capital (%) – mesure d'EWPT



aujourd'hui compte tenu des réformes du droit du travail qui ont eu lieu, c'est plus facile à gérer que des gens qui ont passé des contrats il y a 20 ans ou 30 ans.

Ces suppressions d'emplois ont lieu dans l'industrie, l'automobile, le commerce...

L'industrie est la plus touchée car elle a été beaucoup aidée. Le commerce est frappé de plein fouet aussi parce que la situation est désastreuse : les ventes dans le commerce de détail ont été catastrophiques en 2022-2023 et se sont très peu améliorées en 2024, il y a eu une série de faillites et ce n'est pas fini. Dans la grande distribution, ils avaient embauché grâce à l'augmentation des prix... mais cette « inflation par les profits » a des limites et ils ont été obligés d'arrêter de jouer là-dessus, leurs profits sont donc maintenant sous pression. Et puis les entreprises ont commencé à réduire les commandes à leurs fournisseurs, donc tous les services aux entreprises vont être touchés. Les ménages frappés par le chômage, ne vont plus avoir recours à des services aux personnes – les gardes d'enfants, etc. – et cela représente beaucoup de postes d'emploi en France...

La France, l'Allemagne, l'Italie sont les trois régions les plus touchées, non ?

L'Allemagne est très touchée alors qu'elle est encore au milieu de sa crise d'origine industrielle. La structure économique de l'Allemagne est complètement différente de la structure française : l'in-

dustrie c'est encore en Allemagne 20 à 25 % du PIB, et cela représente tout un tissu économique. Une vague de licenciements a commencé, même si finalement Volkswagen n'a pas fermé d'usine. Le pays a perdu 100 000 emplois industriels en un an. En Allemagne, les gens sont extrêmement inquiets parce que le modèle du pays repose sur l'industrie très haut de gamme qui fournit à la fois beaucoup de plus-value et des salaires élevés qui arrosent ensuite tout le reste du pays, notamment les services.

Le cas de l'Allemagne est particulier parce que c'est une crise liée à la montée en gamme de l'économie chinoise. L'Allemagne a évité la crise européenne pendant très longtemps parce qu'elle fournissait à la Chine les moyens de sa croissance, notamment les machines-outils (et évidemment les voitures de luxe). Quand la Chine organise son plan de relance après la crise de 2008 pour sauver le capitalisme mondial, les commandes à l'industrie allemande repartent très vite dès la mi-2009 parce qu'ils envoient des machines-outils en Chine.

Le problème est que la Chine est en train de changer de modèle économique en montant en gamme. Elle fabrique moins cher des marchandises que l'Allemagne produisait. Leur qualité commence à se rapprocher de plus en plus de la qualité allemande et donc un marché

de la production allemande est en train de disparaître. De plus, des concurrents chinois prennent des parts dans le marché mondial, par exemple dans le solaire. L'Allemagne avait une industrie florissante dans ce domaine et puis la Chine a commencé à vendre moins cher la même

chose et a raflé tout le marché. Elle pratique un peu de dumping : elle surproduit, baisse les prix très fortement, et les industriels allemands ne peuvent pas suivre, puisque, à qualité égale ou légèrement inférieure, les prix chinois sont 30 % en dessous. L'Allemagne a vraiment complètement raté le train et s'est contentée d'innovations à la marge pour justifier ses prix élevés. De plus, entre 1997 et 2013, il y

a eu un dumping salarial allemand – une stagnation des salaires – qui a complètement ravagé tous leurs concurrents européens et ils se sont retrouvés face à des industriels chinois qui n'avaient que l'industrie allemande comme fournisseurs possibles. C'est terminé. Le cas le plus évident est la voiture électrique : pendant que les constructeurs allemands essayaient de truquer les tests sur les moteurs diesel, l'État chinois a subventionné les voitures électriques – et quand la voiture électrique est devenue un produit de masse, les Allemands n'étaient pas du tout prêts.

Pour reparler de Mandel, il est vrai que nous considérons en général que le retour à une onde longue de croissance est lié à des facteurs exogènes, soit des grandes découvertes technologiques soit des facteurs exogènes politiques... Ça change la focale, mais comment analyses-tu les initiatives de Trump, les droits de douane, la volonté d'annexions et ses attaques contre l'appareil d'État ?

C'est vraiment la question. Pour être un peu sur cet espace théorique et faire le lien avec Trump : si vous avez effectivement un système d'onde longue, et si nous sommes dans le creux de la vague, pour aller vite, on va avoir une guerre et puis ça va remonter parce qu'il va falloir reconstruire. Mais le problème est que

“ *La Seconde Guerre mondiale a fait repartir le capitalisme, parce qu'il y avait aussi un changement technologique, un changement d'échelle de la production, la deuxième révolution industrielle qu'il s'agissait de diffuser.* ”



Les participants à une grève d'avertissement appelée par le syndicat de la métallurgie IG Metall marchent de l'usine Volkswagen (VW) vers le centre-ville d'Osnabrück, en Allemagne, le 6 novembre 2024. © AFP

la tendance actuelle est celle d'un affaiblissement à très long terme, ce qui fait que même si on repart par des facteurs exogènes – ou endogènes –, la dynamique interne du capitalisme est tellement affaiblie que je ne suis pas sûr qu'on puisse repartir très haut. C'est finalement ce qu'on a pu constater avec la crise sanitaire, même si l'outil productif avait été préservé. Le rattrapage a été rapide et les tendances à l'affaiblissement sont redevenues importantes.

Ça pose encore plus le problème en termes politiques : même ceux qui ont des idées pour maintenir leur rythme d'accumulation vont se retrouver quoi qu'il arrive face à une tendance forte sous-jacente qui tire l'accumulation vers le bas. Par exemple en Ukraine, après la guerre, vous allez avoir une reconstruction et le PIB ukrainien va bondir, c'est logique. Mais en réalité si l'Ukraine devient un lieu de production bon marché en Europe occidentale, elle va prendre la place d'un autre pays. C'est la logique du gâteau qui ne grandit plus.

La Seconde Guerre mondiale a fait repartir le capitalisme, parce qu'il y avait aussi un changement technologique, un changement d'échelle de la production, la deuxième révolution industrielle qu'il s'agissait de diffuser. Et la guerre a accéléré cette diffusion. Et parce qu'il y avait, en parallèle, la possibilité d'un développement de la consommation de masse, qui a commencé à la fin du 19^e siècle mais ne s'est développé réellement qu'après la Seconde Guerre mondiale, d'ailleurs en grande partie pour des raisons politiques.

Il y a là des dynamiques internes au capital et la dynamique externe a permis de faire repartir le tout. Aujourd'hui il n'y a même pas ça : il y a quelque chose qui est de l'ordre de la baisse tendancielle du taux de profit et qui est lié à la question de la productivité. À un moment vous avez une force qui tire cette productivité vers le bas, qui est ce qu'on appelle la composition organique du capital : vous avez atteint un certain niveau de productivité alors que votre capital coûte très cher et que les gains que vous réalisez ne vous permettent plus de gagner suffisamment de plus-value. L'intérêt de l'investissement productif décline et la seule façon d'avoir une croissance est d'augmenter la plus-value absolue.

Aux États-Unis, on entend dire que leur 2,5 % de croissance est formidable, mais ce n'est pas du tout les taux de croissance qu'ils faisaient dans les années 1950-

1960 ou même 1980. De même l'Espagne fait 3 % mais elle faisait 4 % ou 5 % dans les années 2000. Et notre gouvernement nous dit qu'on est les champions quand on fait 0,8 %...

Je pense qu'une grande partie, voire la totalité du capital, est consciente de cette situation et c'est pour ça qu'à mon avis on est en train de sortir du néolibéralisme. Ils ont compris qu'un développement des marchés et leur libéralisation, ça ne fonctionne pas. Ça peut servir à développer certaines politiques publiques, justifiées avec les vieux arguments – la réforme des retraites, les libéralisations à venir du marché du travail, etc. – mais ce n'est plus le cœur du problème.

Le cœur du problème est en fait double. D'un côté, une partie du capital – notamment le capital productif, les services marchands et beaucoup d'industries – dépend aujourd'hui de l'aide directe des États – subventions, baisses d'impôts, etc. Si vous supprimez cette aide, ils n'ont plus rien, il n'y a plus de profits, il n'y a plus d'activité.

Et ça c'est vrai aussi en Chine, parce qu'on est dans une quasi-crise de surproduction industrielle.

De l'autre côté, il y a une autre stratégie qui consiste à dire que, puisqu'on a beaucoup de mal à produire de la valeur de façon classique à partir du travail, on va contourner ce système et produire de la valeur au travers de la rente. Tout un secteur vise précisément ce système de rente, ce système de prédation à la fois des ressources et des marchés. À titre de capitaliste individuel c'est parfait : vous pouvez encaisser toutes les baisses du taux de profit global si, de votre côté, votre profit personnel dépend juste de l'obligation qu'ont les gens de vous payer pour pouvoir vivre normalement. C'est en fait un leurre car cet argent lui-même dépend du taux de profit global. Mais c'est une illusion forte dans ces secteurs.

Ce n'est pas une division stricte, des secteurs – comme par exemple la finance – ont un pied dedans et un pied dehors, parce que le crédit dépend évidemment de l'activité, mais une partie de la finance est complètement déconnectée du système productif. On a donc, grosso modo, ces deux stratégies.

“Elon Musk arrive avec ses blancs-becs de la Silicon Valley, qui prennent l'État américain, le désossent pour garder seulement ce qui intéresse le capital rentier.”

Quelle est la théorisation politique de ces deux stratégies ? Pour les secteurs productifs, la traduction politique est un État qui détruit tant l'État social que les conditions de travail pour disposer d'un maximum de ressources afin de subventionner le secteur privé. Ça implique une politique d'austérité sociale et une politique de transfert – ce qu'on a connu avec le covid : une « politique de sécurité sociale des profits des entreprises ».

Pour les secteurs rentiers, ce qui les intéresse, ce n'est pas d'être aidé par l'État parce qu'aujourd'hui ils sont quasiment à des niveaux étatiques, donc en concurrence avec les États. Les Big Tech et les grandes entreprises extractivistes sont concurrentes de l'État, qui entrave leur développement : il faut obtenir des

droits de forage quand vous êtes un pétrolier, il y a des problèmes de réglementation quand vous êtes dans la technologie... L'idée est donc de vider l'État de sa substance, de ne garder que ce dont on a besoin au minimum et de remplacer l'État par des entreprises. C'est le

régime « minarchique » [« État minimal »] ou anarcho-capitaliste, qui remplace l'État par des entreprises qui font du profit et se substituent à ses grandes fonctions. C'est exactement ce qui est en train de se passer aux États-Unis : Elon Musk arrive avec ces jeunes blancs-becs de la Silicon Valley qui n'ont comme expérience que celle des entreprises de rente et qui prennent l'État américain, le désossent pour garder seulement ce qui intéresse le capital rentier.

Il y a cependant des points de jonction entre les deux grandes stratégies : les réductions des impôts, la destruction des protections pour les travailleurs et de l'État social... Autrement dit, la répression sociale.

Il y a donc une forme d'accélération du phénomène néolibéral, mais aussi une fuite en avant : pour compenser cet affaiblissement continu de la croissance, il va y avoir une mise à sac de l'État. Pour les entreprises industrielles, c'est problématique parce que si vous n'avez plus les transferts de l'État vous avez un problème de survie. Et aussi un problème de dépendance vis-à-vis des secteurs rentiers parce que les entreprises industrielles dépendent des entreprises technologiques, des entreprises de fourniture d'électricité, d'eau

etc. donc elles deviennent une forme de sous-secteur.

Cette concurrence à l'intérieur du capital peut être réglée dans certains cas par la répression sociale qui arrange un peu tout le monde – c'est un peu aujourd'hui la politique de Macron : on maintient les aides aux entreprises en faisant de la répression sociale, et grosso modo comme on n'augmente pas les impôts les entreprises rentières sont elles aussi satisfaites. C'est possible en France parce que ce sont principalement des services marchands qui font l'économie, qu'il n'y a pas de géant de la Tech. C'est un peu différent aux États-Unis : du fait de la place des géants de la Tech dans le modèle économique américain, il va y avoir un conflit beaucoup plus fort entre les deux parties. La politique protectionniste peut tenter de trouver un compromis interne au capital, mais certaines Big Tech ont des plumes à y perdre...

D'une main Trump les impose et de l'autre il les annule...

La première lecture est que ces droits de douane sont du protectionnisme classique visant à défendre l'intégralité du capital national contre les capitaux étrangers en vue de relocaliser la production aux États-Unis. Et grâce au revenu des droits de douane l'État baisse les impôts et tout le monde est content en interne. C'est ce qu'ont fait les États-Unis dans la première phase de leur développement après la guerre de Sécession : ils se sont développés à l'abri des droits de douane massifs et c'est la référence de Trump.

Le problème de cette hypothèse est qu'il y a une contradiction dans les termes. Les droits de douane doivent dissuader l'importation des produits aux États-Unis. Or Trump va baisser les impôts grâce au produit des droits de douane. Donc, si la relocalisation se réalise, le revenu des droits de douane diminue et la baisse des impôts ne peut être financée. Par ailleurs, pour relocaliser, il faut des droits

de douane suffisamment élevés pour compenser les différentiels de coût du travail. Entre un travailleur mexicain et un travailleur étatsunien, la différence aujourd'hui est de l'ordre de 1 à 6 %, pas 25 %. Si vous relocalisez, vous allez donc avoir des augmentations de prix. Et comme le marché du travail étatsunien est déjà tendu, vous allez avoir des augmentations de salaires, donc une pression sur le taux de profit des entreprises industrielles qui n'est pas forcément tenable en l'état et va se traduire par une augmentation des prix qui sera beaucoup plus importante que les 25 % d'augmentation des droits de douane...

“ La stratégie des États-Unis pour maintenir leur hégémonie est de construire un vrai empire, c'est-à-dire avec des réseaux de vassaux. ”

rentier les baisses d'impôts qu'il veut. Mais c'est voué à l'échec.

La deuxième hypothèse est que ces choix sont en réalité politiques. Les États-Unis ont un problème : leur modèle économique est fondé sur une économie de services marchands à 80 %, avec un secteur technologique haut de gamme extrêmement rentable, extrêmement puissant et en avance sur tous les autres. C'est une toute petite partie de l'économie étatsunienne mais c'est une partie extrêmement importante parce qu'elle produit énormément

de valeur. Le problème est qu'aujourd'hui la Chine est en train de les rattraper – on l'a vu avec l'IA.

Je fais une petite parenthèse que je trouve intéressante : depuis des années on nous vend l'idée (notamment les macro-nistes) que pour innover il faut des baisses d'impôts des entrepreneurs, il faut les caresser, leur apporter le café, il ne faut pas que les gens soient trop payés, il faut des aides publiques, il faut des commandes, etc. Mais en réalité, c'est complètement faux : c'est quand vous avez des contraintes que vous innovez, c'est quand il y a quelque chose qui vous bloque que vous devez trouver une solution. C'est exactement ce qui s'est passé en Chine : les chercheurs se sont dit « on n'a pas les microprocesseurs, on ne peut pas avoir cette stratégie (une stratégie par ailleurs délirante sur le plan écologique qui est d'augmenter les capacités de calcul) donc on va trouver une solution pour faire avec ce qu'on a ». Le cauchemar américain c'est que les Chinois soient capables aujourd'hui d'innover moins cher avec une qualité quasi équivalente et vont donc leur prendre des marchés partout, même sur l'IA.

Jusqu'ici la stratégie des États-Unis pour maintenir leur hégémonie était de se déporter un peu partout, avec la guerre en Irak, en Afghanistan, des troupes en Europe, etc. Maintenant c'est de construire un vrai empire, c'est-à-dire avec des réseaux de vassaux qui vont venir consommer leurs produits, notamment leurs produits tech, leur pétrole ou leur gaz liquéfié. Et qui n'auront pas le choix.

On retrouve ce que je disais sur la rente : l'enjeu aujourd'hui d'une partie



du capitalisme étatsunien est d'éviter la concurrence, donc de construire non pas un grand marché transatlantique et transpacifique comme au temps du néolibéralisme, mais un empire : un centre et des périphéries où chacune a un rôle à jouer vis-à-vis du centre. Aujourd'hui évidemment ce n'est pas le cas : l'Europe passe des accords de libre-échange avec des d'autres pays. Mais si le but des États-Unis est que chaque pays soit au service de la métropole, du cœur de l'empire, les droits de douane sont un moyen de pression. C'est une explication du jeu actuel de Trump : il les met, il les retire. Quand il les retire on dit que c'est un clown. C'est peut-être un clown mais il envoie le message aux Mexicains et aux Canadiens : je peux les retirer mais évidemment il va falloir accepter des conditions, sinon je vais les remettre. Ces conditions, cela va être l'accès au marché, par exemple en Europe. On sait bien ce qu'il vise : la suppression de toutes les réglementations sur la technologie, le monopole du gaz liquéfié, l'accès au marché des industries de la défense (et donc quand il dit qu'il faut consacrer 5 % du PIB à la défense, c'est pour acheter aux États-Unis)... On peut même imaginer qu'ils mettent d'accord tout le capital étatsunien en disant à sa périphérie : on a des produits industriels qu'on veut vendre et vous allez vous inscrire dans notre chaîne logistique, à nos conditions.

Les droits de douane auraient alors vocation à faire pression sur les pays périphériques de l'empire pour les vassaliser encore plus. C'est quelque chose qui peut paraître complètement contre-intuitif, mais en fait il vise ses alliés avant de viser ses ennemis parce qu'il est en train de constituer un bloc impérial et quand ce bloc impérial sera constitué, il pourra aller à l'affrontement avec la Chine (la Chine qui est en train de faire exactement la même chose, sous des formes moins violentes et moins clownesques, avec les « nouvelles routes de la soie » qui sont des formes d'influence et de dépendance à la dette). Mais là aussi, c'est très risqué : l'influence que vont avoir ces droits de douane sur la croissance mexicaine ou colombienne peut conduire le Mexique et la Colombie à aller chercher des appuis chinois par exemple... mais si la Chine met les deux

pieds au Mexique ou en Colombie, cela devient extrêmement dangereux. Donc il ne faut pas évacuer non plus le caractère dangereux du personnage...

Comment expliques-tu que le *Wall Street Journal* ait publié un éditorial extrêmement agressif contre ce choix de Trump sur les taxes – c'est quand même le journal du capital financier – et la chute de l'indice Dow Jones face à ces annonces ?

On retrouve la discussion qu'on avait précédemment : on a affaire à des gens qui tentent par tous les moyens de sauvegarder leur taux de profit mais qui se confrontent à des contradictions permanentes. Musk est confronté au fait qu'il a délocalisé une partie de sa production en Chine, que le marché chinois est important pour lui et c'est ce qui provoque un

recul de l'action Tesla. Sous l'impulsion de Trump à la fin des années 2010, le capitalisme américain s'est structuré précisément autour du Mexique et de la fourniture de produits mexicains – mais aujourd'hui, avec les droits de douane, la chaîne logistique du capitalisme industriel américain risque d'être complètement rompue. Ce n'est pas logique et d'ail-

leurs la réaction du *Wall Street Journal* montre que ces milieux sont confrontés à une contradiction de ce point de vue. Mais c'est aussi ce qui explique que c'est très politique. Si c'était un choix purement économique, la promesse de Trump que les pertes de Wall Street seront compensées par la garantie d'une accélération, la croissance serait crédible. En réalité, la véritable promesse est celle de la constitution d'un empire centralisé dont les gains économiques restent incertains.

L'État est la représentation des intérêts collectifs de la bourgeoisie parce que, n'étant qu'une somme de capitaux, elle n'arrive pas à exprimer ses intérêts collectifs...

Exactement. Et alors quand – comme c'est le cas aujourd'hui – il s'agit d'intérêts qui sont divergents entre les secteurs (et je n'ai mentionné que deux grands aspects contradictoires, mais en fait on peut trouver des dizaines d'intérêts divergents

à l'intérieur des secteurs), ce qui est intéressant c'est que ces intérêts divergents traduisent aussi ces contradictions, c'est-à-dire les limites de la capacité qu'ils ont aujourd'hui à venir contrer la tendance de fond à l'affaiblissement de la rentabilité.

La présence d'un fou à la direction de l'État permet aussi de prendre des décisions radicales, même si une partie de la bourgeoisie ne les estime pas pertinentes à l'instant T. Il faut un peu d'audace...

Une grande partie du discours capitaliste dominant essaye de nous cacher la gravité de la situation et de nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative. Mais la situation est tellement critique qu'ils ne peuvent tenter de s'en sortir qu'en prenant des décisions radicales qui vont avoir des conséquences pour certains membres de leur classe. Il y a un aspect de désespoir, c'est aussi le symptôme de la crise du régime capitaliste...

Sans parler de la crise écologique...

Je pense qu'on est en crise de régime capitaliste parce que le néolibéralisme, qui était le mode de gestion du capitalisme jusqu'ici, est épuisé et il faut donc trouver un nouveau mode de gestion et un nouveau mode d'hégémonie. C'est là où l'empire remplace le marché, et peut-être que ça ne fonctionnera pas. Dans les périodes de crise, il y a toujours des tâtonnements : au cours de la crise de 1929, il y a une période de protectionnisme qui ne fonctionne pas vraiment, puis le New Deal est en réalité constitué de trois phases : après des avancées et des arrêts, une nouvelle crise conduit à l'idée que la seule solution c'est de produire des chars...

Dans les périodes de crise, il y a naturellement beaucoup de confusion parce qu'on tente des solutions et que ces solutions ne se révèlent pas toujours efficaces et parfois échouent carrément. Aujourd'hui, comme il n'y a que le capitalisme, seuls les capitalistes tentent des choses. Mais si par exemple, dans un monde idéal, les travailleurs se mettaient à tenter des choses, tout ne se ferait pas du jour au lendemain, il y aurait des échecs, on reviendrait en arrière, on avancerait...

La vraie singularité de la crise actuelle est à mon avis son caractère multiforme : il y a cette crise économique dont on a beaucoup parlé mais qui – comme tu l'as dit – vient

en fait se rajouter à une crise écologique qui est le produit du mode de production. On voit clairement que Trump va mettre à la poubelle toutes les maigres concessions faites à l'écologie et à l'environnement. Pour tenter de sauver le capital.

Dans l'article « Stratégie écosocialiste en période de turbulences », Martin Lallana Santos dit que les sorties de crise du capitalisme nécessitent en général un décuplement de la production énergétique... (1)

Évidemment. Et encore une fois n'oublions pas que la référence de Trump, c'est la fin du 19^e siècle : des puits de pétrole partout. Ce qui est certain, c'est qu'il va mettre à bas les normes écologiques, et pas seulement aux États-Unis. Il va faire pression pour qu'il y ait la même chose en Europe, en Amérique latine et dans tous les pays qui dépendent des États-Unis. D'ailleurs les dirigeants européens commencent déjà à dire qu'ils sont allés trop loin, qu'il y a trop de normes. En réalité, derrière, c'est la destruction écologique parce qu'il ne faut pas oublier que la crise écologique ce n'est pas seulement le réchauffement. C'est la destruction de la biodiversité et la viabilité de notre espèce qui est en cause. La crise écologique est niée parce que la priorité est donnée à l'accumulation.

Il y a aussi la crise sociale, sociétale et anthropologique. La vague réactionnaire ne vient pas de nulle part. Elle vient du fait que la société capitaliste est malade de ce qu'elle a produit, c'est-à-dire de la surconsommation, qui n'a pas que des effets délétères sur l'environnement, elle en a aussi sur les êtres humains qui sont en permanence appauvris par cette surconsommation : plus vous consommez, et plus vous manquez de quelque chose. Ce qu'on a connu avec la crise inflationniste est extrêmement intéressant de ce point de vue. Cette frustration de ne pas pouvoir être dans cette folie consummatrice permanente rend les gens malheureux et en panique. Aux États-Unis, la croissance se fait par l'augmentation des rentes,

donc des dépenses contraintes, notamment dans la santé. La marchandisation de la santé est la preuve que croissance et bien-être deviennent des états divergents. C'est un élément qui a en partie déterminé le résultat de l'élection américaine : les démocrates ont fait campagne en s'appuyant sur une croissance à 3 %, dans le *New York Times* Paul Krugman nous expliquait toutes les semaines que les États-Unis étaient très prospères et qu'il n'y avait aucune raison de se plaindre... mais les gens devaient faire face à ces dépenses contraintes qui augmentent.

Plus globalement, l'injonction à la consommation est fondamentalement insatisfaisante. Trump est cette tentative de sauvegarder un mode de vie intenable avec la fausse promesse qu'elle est un gage de bonheur.

Pendant longtemps le capitalisme occidental a pu dire que le niveau de vie augmentait et que la qualité de vie s'améliorait parce que la production pouvait se concentrer sur la satisfaction de besoins

“ Nous sommes entrés dans une phase de sénilité du capitalisme. Les gens envisagent plus la fin du monde que la fin du capitalisme... ”

évidents. Et puis à la fin des années 1960 ou au début des années 1970 où on avait à peu près rempli tous les besoins basiques des gens, et même un peu plus, il a fallu quand même continuer à vendre des marchandises. C'est le moment où les besoins des individus sont construits par le capital pour sa propre reproduction. Les besoins des individus sont donc en permanence identifiés aux besoins du capital. C'est ce qui provoque à la fois un désir permanent, de la frustration, et une profonde solitude. Les sociétés vont mal, y compris quand la croissance résiste, et peut-être même surtout quand la croissance résiste ! C'est quelque chose qui fait partie pour moi de la crise globale, un troisième pôle de la crise.

Il y a quelque chose qui est un peu désespérant : quand vous essayez de régler un des pôles de la crise, vous augmentez les deux autres. Si vous essayez de régler la crise économique, comme Trump et les autres dirigeants européens, vous décuplez la crise écologique et les besoins technologiques pour rendre les gens encore plus dépendants et encore plus neurasthéniques... Vous essayez de régler la crise écologique ? Alors là vous pouvez oublier votre croissance et votre accumulation du capital. Vous essayez de

régler la crise sociale ? Vous mettez fin à la consommation de masse... En fait vous vous retrouvez dans une espèce d'impasse continue et tout ça est lié à un fait central : la société est dominée par le besoin d'accumulation du capital et donc est dépendante des clowns que nous fournit le capital : les Trump, les Macron...

Ça me conforte en tout cas dans le fait que nous sommes entrés – c'est Tom Thomas qui utilise ce terme – dans une phase de sénilité du capitalisme : on est dans un système qui fonctionne de plus en plus mal mais qui survit parce qu'il nous enferme dans des choix impossibles. Les gens envisagent plus la fin du monde que la fin du capitalisme...

On a connu dans le passé de l'humanité la décadence de systèmes sociaux – Rome bien évidemment, mais aussi la République nobiliaire polonaise aux 16^e-18^e siècle – mais à chaque fois c'était centré sur une région. Mais là on a un système qui a été réellement mondialisé, c'est le capitalisme partout même si ses régimes politiques sont un peu différents. Il y a aussi une tendance du libéralisme à être de plus en plus oppresseur, de moins en moins démocratique, et le système chinois, qui n'est pas un système démocratique et ne l'a jamais été. Dans cette situation il y a des capitaux qui sont au-delà de l'État, il y a des guerres qui sont loin d'être uniquement locales – Ukraine, Palestine/Israël, Congo – mais pour l'instant ce n'est pas un affrontement généralisé. Est-ce que tu penses qu'on peut aller vers un affrontement généralisé pour sortir des contradictions ?

Il y a deux choses dans ce que tu dis sur lesquelles j'aimerais bien revenir. La première, qui est importante, c'est la fin du capitalisme démocratique. Pendant longtemps, on nous a dit que la démocratie a besoin du capitalisme et on n'envisageait pas l'un sans l'autre. Mais l'histoire nous a appris que capitalisme et démocratie, ce n'est pas du tout la même chose, et c'est même parfois contradictoire. Dans un système en crise généralisée, dans une impasse globale, la démocratie est un frein à l'accumulation et on voit partout aujourd'hui qu'on essaie de contourner la démocratie, on essaie d'en faire une coquille vide.

1) « Stratégie écosocialiste en période de turbulences », Martin Lallana Santos, 19 juin 2024, *Inprecor* n°729.

Pour des raisons historiques ça ne prend pas – pas encore – les formes traditionnelles de la dictature classique, mais on vide la démocratie de son sens. Ce que fait Musk est assez intéressant de ce point de vue: ils ne vont pas supprimer les élections, ils vont détruire l'État de droit, prendre le contrôle des médias, faire une démocratie formelle vidée de son sens. Le modèle le plus avancé, c'est la Russie avec un régime qui devient de plus en plus oppressif. On ne peut donc pas exclure



Le président Donald lors du National Prayer Breakfast, jeudi 6 février 2025.
© Photo officielle de la Maison Blanche par Molly Riley, domaine public

que cela débouche sur une dictature classique. Il y a deux choses qui vont dans ce sens. La première est la logique de rente, qui est une logique quasi féodale: ce n'est pas une logique où les gens choisissent, où les individus sont des citoyens, c'est une logique où on doit payer pour des services rendus indispensables... La seconde, c'est la République populaire de Chine. C'est un capitalisme non démocratique et le seul succès capitaliste de notre époque. Je ne suis même pas sûr qu'il y ait quelque chose d'équivalent à la Chine dans l'histoire du capitalisme. Les gens disent donc: si notre problème c'est l'accumulation, on a un exemple sous nos yeux d'un pays qui a réalisé l'accumulation dans des conditions extraordinaires, c'est la Chine, un pays à parti unique.

Concernant la question des guerres: si, effectivement, dans ce régime de basse croissance, le gâteau grossit moins vite, que les parts sont plus difficiles à distribuer et que l'on entend avoir une logique prédatrice sur le peu de valeur créée, alors il faut pouvoir contrôler politiquement un plus grand nombre de parts. Quand en Chine il y avait une croissance de 10 %, la question du contrôle territorial n'était pas importante. Mais quand la croissance est tombée à 5 % officiellement, et peut-être en réalité à 2 ou 3 %, et que la promesse du Parti communiste chinois, c'est le plein-emploi et un niveau de vie équivalent à l'Occident à l'horizon 2050, vous ne pouvez plus vous contenter de votre

croissance interne. Il faut donc assurer des ressources et des marchés qui ne soient pas soumis aux aléas de la concurrence. Il faut alors en prendre possession. Cette logique impérialiste c'est le chemin de la Chine, et c'est exactement la même chose pour les États-Unis.

C'est le retour d'un impérialisme brutal, celui de la fin du 19^e siècle: le contrôle exclusif du territoire est la clé et l'obsession de Trump pour le Groen-

land et le canal du Panama, c'est la recherche du contrôle exclusif de ces richesses. On ne peut pas dire que le Danemark soit un danger pour les

États-Unis ni un sérieux concurrent, mais Trump ne veut pas prendre de risque et veut un contrôle exclusif. Quand vous êtes dans cette logique de contrôle exclusif, l'affrontement est inévitable... Est-ce que ça débouchera sur un conflit généralisé? Si on suit la logique globale selon laquelle la guerre est la seule chose qui fonctionne pour relancer l'accumulation, pourquoi pas. En tout cas, les conflits régionaux sont déjà là. Et l'Europe est au centre du problème. Si le vieux continent devient un simple gâteau à se partager entre Washington et Moscou, alors les conflits risquent d'être très violents. L'abandon de l'OTAN par les États-Unis et la soumission d'une garantie de sécurité étatsunienne à une vassalisation peut ouvrir la voie à une expansion russe et à de nouveaux conflits en Europe orientale. Aujourd'hui il n'y a plus de sécurité internationale.

Je ne dis pas que l'OTAN c'était formidable. C'était une autre forme d'impérialisme. Mais là, on est dans autre chose, la seule sécurité que vous avez, c'est d'être un vassal de la métropole et de remplir votre rôle pour la prospérité de cette métropole. C'est ce que Trump dit au Danemark et au Canada: il dit à deux pays alliés: «vous me donnez un morceau de votre territoire sinon j'envoie mes troupes», ou «si vous voulez être tranquilles, vous rentrez et vous ferez partie du centre».

Et l'Europe dans tout ça ?

On ne voit pas comment l'Europe serait capable de construire quelque chose qui soit capable de contrebalancer la puissance américaine et le chantage américain, parce que l'Europe est en train de payer la facture de son néolibéralisme débridé: elle s'est mise à découvert, elle s'est désindustrialisée, elle s'est affaiblie. Elle a tout misé sur son alliance avec les États-Unis et se retrouve aujourd'hui face à Trump qui lui met le pistolet sur la tempe. Avec une autre puissance impérialiste à ses portes, la Russie, qui va profiter du moindre faux pas pour se jeter sur elle. Et la Chine impérialiste qui n'attend que de récupérer le marché européen.

On est dans une situation complexe, sans dynamique économique, des sociétés complètement fracturées, des partis d'extrême droite qui jouent pour les Américains ou pour les Russes, ou pour les deux. On est clairement dans une phase de déclin. ■

Le 4 février 2024

Après le cessez-le-feu, la résistance continue

Par
Salah Hamouri

Je voudrais souligner l'importance de la solidarité internationale avec le peuple palestinien et avec la résistance. On doit dire clairement que le peuple palestinien a le droit de résister et on ne doit pas avoir peur de soutenir la résistance, comme on l'a fait en Algérie, en Afrique du Sud et au Vietnam. Nous, la diaspora palestinienne, avons une responsabilité énorme de ce point de vue et on essaie d'élever le niveau de solidarité, d'aider à structurer le mouvement. Depuis 15 mois de génocide, celui-ci a été très fort et si la cause palestinienne est redevenue une question politique mondiale de premier plan, c'est grâce à trois éléments principaux.

Le premier est la résistance du peuple palestinien sur place, avec tous les moyens à sa disposition. Le deuxième est la résilience du peuple, qui a refusé de partir encore une fois de sa terre, qui a refusé de reproduire une seconde Nakba comme celle de 1948. La troisième est la solidarité internationale : c'est nous, les millions

de personnes qui étions dans les rues en France, à Londres, aux États-Unis, partout dans le monde.

La mobilisation internationale a changé la donne

Ainsi, si Macron a renoncé à sa position initiale, selon laquelle il souhaitait un front international contre Gaza, ce n'est pas parce qu'il aime les Palestiniens. Il a changé de discours parce qu'il y était obligé, parce que nous étions dans les rues. Chacun d'entre nous a pris ses responsabilités, que ce soit certains députés et élus, le peuple, les syndicats ou les gens dans les rues. C'est grâce à cette solidarité qu'on a pu changer un petit peu le rapport de forces.

On sait qu'en Allemagne ou en France, la situation est très difficile, avec des gouvernements autoritaires qu'on n'aurait jamais imaginé voir arriver au pouvoir, et malgré ça on a pu tenir bon, on a pu changer des choses. Ce qui était acceptable avant le 7 Octobre ne sera plus acceptable politiquement. On ne doit plus laisser se produire

le fait que, par exemple, 4 500 Français, qui ont servi dans l'armée israélienne et qui ont commis des crimes à Gaza, reviennent vivre tranquillement en France. Ces génocidaires devraient être en prison !

Les enjeux de la lutte après le cessez-le-feu

Maintenant, notre mission reste énorme, avec ce qui s'est passé à Gaza, un nouvel horizon de combat est ouvert : la reconstruction de Gaza est devant nous. Ce qu'ils n'ont pu pas obtenir avec la guerre et avec le génocide, ils vont continuer à essayer de le prendre politiquement avec la question de la reconstruction de Gaza.

La bataille continue sur le terrain et il faut s'imaginer



Salah Hamouri

Salah Hamouri est un militant palestinien, avocat et militant d'Urgence Palestine en France, où il réside actuellement, après avoir été emprisonné à plusieurs reprises, notamment entre 2005 et 2011. Cet article est la transcription d'une partie du discours prononcé lors d'un meeting à Bourges le 7 février 2025. Photo © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

ce qui se passe : il y a un contraste énorme entre d'un côté le gouvernement israélien qui offre des dizaines de milliers de dollars aux colons qu'il a installés dans le nord sur les frontières du Liban pour les convaincre d'y retourner et d'autre part le peuple de Gaza qui, au moment du cessez-le-feu, retournait dans le nord pour reconquérir son territoire. Avec le peuple du Liban qui est retourné au sud du Liban au moment du cessez-le-feu et est retourné dans ses villages, dans ses villes totalement rasées. Cela montre un peuple qui résiste, qui veut retourner sur sa terre.

Notre responsabilité, notre mission immense est de faire partie de cette résistance. On a une responsabilité éthique, humaine et historique à soutenir le peuple palestinien et le peuple libanais.

On doit continuer, montrer la voie et on va faire comprendre aux sionistes, aux Israéliens et à leurs alliés que la Palestine n'a jamais été et ne sera jamais une terre sans peuple pour un peuple sans terre. ■

Le 7 février 2025

Manifestation européenne pour la Palestine à Bruxelles le 19 mai 2024. © AL / Inprecor

